



**HAL**  
open science

## L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme ?

Aude David

► **To cite this version:**

Aude David. L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme?. Sciences de l'information et de la communication. 2016. dumas-01372378

**HAL Id: dumas-01372378**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01372378>**

Submitted on 27 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Grenoble Alpes, UFR LLASIC,  
département Journalisme

Sciences Po Grenoble

Année universitaire 2015 - 2016

# L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme ?

Mémoire de Master professionnel Journalisme

Sous la direction de Gilles Bastin

Aude DAVID

---







Université Grenoble Alpes, UFR LLASIC, département Journalisme  
Sciences-Po Grenoble

# L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme ?

**Mémoire de Master professionnel Journalisme**

**Aude DAVID**

**Sous la direction de Gilles Bastin**

Ce mémoire aborde la question du traitement de l'économie par les médias, et notamment les médias de masse, à travers les journaux télévisés de TF1 et France 2. Plus particulièrement, il s'intéresse à la façon dont sont présentées les différentes écoles de pensées économiques. L'hypothèse est que les médias grand public abordent l'actualité économique comme une réalité objective, et les interprétations du courant de pensée dominant, le libéralisme, comme une vérité allant de soi.

Cette hypothèse questionne l'influence qu'ont les médias sur la construction de la pensée chez les individus. Si ce mémoire s'intéresse au traitement d'une discipline telle que l'économie, à travers le traitement de la crise grecque en 2010, c'est que la vision du monde d'une population est en partie déterminée par la façon dont celui-ci est présenté par les médias. Ne présenter qu'une seule théorie, et plus, la présenter comme une réalité objective, c'est priver ceux qui reçoivent l'information d'une vision alternative, et diminuer leur faculté à se questionner sur les informations qu'ils reçoivent.

## Remerciements

Merci à Gilles Bastin pour l'encadrement de ce mémoire et à ma mère pour la relecture.

## Sommaire

<b>Remerciements</b> .....	4
<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	4
<b>Le journalisme et l'économie, une relation complexe</b> .....	4
<b>Une promotion de l'idéologie économique dominante ?</b> .....	5
<b>La crise grecque, un révélateur du traitement de l'économie ?</b> .....	7
<b>Partie 1 : Quand et où parle-t-on d'économie ?</b> .....	11
<b>1) En avril et mai 2010, la Grèce dope l'économie dans les JT</b> .....	11
<b>2) Contenu de la rubrique économie</b> .....	15
<b>Partie 2 : Comment parle-t-on de la situation économique en Grèce ?</b> .....	21
<b>1) La structuration des sujets</b> .....	22
<b>2) Le discours véhiculé par les journaux télévisés</b> .....	28
<b>Partie 3 : Qui parle d'économie ?</b> .....	34
<b>1) Les protagonistes</b> .....	34
<b>2) Les experts</b> .....	38
<b>3) Les médias : rôle du modèle économique dans la production d'information ?</b> .....	40
<b>Conclusion</b> .....	42
<b>Bibliographie</b> .....	43
<b>Annexe</b> .....	45
<b>Résumé</b> .....	47

## Introduction

### Le journalisme et l'économie, une relation complexe

La relation entre les médias et le monde économique a toujours été complexe, et suscite bon nombre d'interrogations et de critiques.

Le modèle économique des médias est très souvent remis en question : on leur reproche de servir le pouvoir si ce sont des médias publics, ou d'être soumis au bon vouloir de leurs actionnaires quand il s'agit de médias privés. Des scandales soulèvent plus ou moins régulièrement la sphère médiatique : les pressions exercées par Vincent Bolloré sur les rédactions de Canal + ou la censure supposée de Bernard Arnault sur la couverture du film *Merci Patron*, qui lui est défavorable, dans *Le Parisien*, sont deux des exemples les plus récents.

Cette défiance n'est pas récente : au XIXe siècle et dans l'entre-deux guerres, la gauche et l'extrême droite accusent la presse d'être aux mains de financiers véreux. La réputation de la presse économique faiblit encore plus quand, lors du scandale de Panama, une enquête parlementaire menée en 1892 révèle que plusieurs grands journaux ont été payés pour tenter d'étouffer l'affaire. <sup>1</sup>

Aujourd'hui, ce sentiment persiste. On accuse les médias d'être au service des intérêts financiers de leurs propriétaires. Les scandales existent toujours, et tendent à être de plus en plus médiatisés. Pourtant, ils représentent l'exception plus que la règle, et les journalistes mettent en avant la professionnalisation de leur activité qui s'est renforcée ces dernières décennies et les règles déontologiques de neutralité et d'objectivité pour réfuter ces accusations.

---

<sup>1</sup> Voir Julien Duval, 2004, *Critiques de la raison journalistique*  
*L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme ?*



Mais pendant longtemps, l'attention s'est focalisée sur les relations entre les rédactions et leur propriétaire, en délaissant un autre aspect du rapport des médias à l'économie : la production du journalisme économique.

## Une promotion de l'idéologie économique dominante ?

Bien sûr, la structure économique des médias n'est pas totalement sans influence sur leur façon de traiter l'économie. Julien Duval<sup>2</sup> parle de « mécanisme circulaire » et s'interroge : comment des journalistes, exerçant 'nécessairement de nos jours' leur activité dans le cadre d'une 'grande entreprise privée capitaliste' traitent-ils des entreprises capitalistes ? De quel type 'd'indépendance' ou de 'liberté' peuvent-ils bénéficier pour traiter d'un monde économique dont ils dépendent nécessairement ? »

Le fait d'appartenir au monde économique influe nécessairement sur la vision spécifique que l'on a de ce monde, en ce que les médias sont confrontés directement au monde économique d'une façon particulière, et que cela peut influencer sur la réflexion concernant la sélection et la hiérarchisation de l'information.

Cela ne procède pas, comme certains critiques l'affirment, d'un complot du grand capital, mais découle de logiques organisationnelles et marchandes.

Shanto Iyengar<sup>3</sup> remarque, par exemple, que dans les journaux télévisés, le format qui prédomine est le sujet traité de façon « épisodique », ce qu'il oppose à un traitement « thématique » : les informations sont réduites le plus souvent à des cas concrets, avec peu de contexte général, et cela se fait au détriment de la réflexion sur les problématiques globales. Mais si ce modèle prédomine, c'est parce qu'il correspond aux contraintes de production des journaux télévisés (économie de moyens et de temps). Or, il démontre qu'en déconnectant les sujets les uns des autres, en se concentrant sur des témoignages concrets et

---

<sup>2</sup> Julien Duval, 2010, Critiques de la raison journalistique

<sup>3</sup> Shanto Iyengar, 1991, Is anyone responsible ?

individuels, la télévision incite les spectateurs à ne pas avoir de réflexion générale sur la responsabilité de ces situations, et donc participe de l'acceptation de l'ordre social, économique et politique.

Par ailleurs, Julien Duval <sup>4</sup> note que, dans les années d'après-guerre, la presse était très majoritairement favorable à l'idéologie économique dominante, le « consensus keynésien », qui s'appuyait sur un capitalisme régulé par un fort interventionnisme de l'Etat. Dans les années 1980, avec l'arrivée des néo-libéraux et des néo-conservateurs, la presse va majoritairement soutenir des politiques plus libérales. Les médias tendraient donc en moyenne à être favorables à l'idéologie dominante.

Pourtant, les médias, et plus particulièrement les journaux télévisés, revendiquent leur neutralité et leur objectivité. Dans cette optique, ils tendent à privilégier les informations factuelles, le récit d'événements ponctuels, qui sont selon eux moins à même de dévier de l'objectif de neutralité que des analyses critiques, qui elles risqueraient d'enfreindre leur objectivité affichée.<sup>5</sup>

Or, en se contentant de relater ce qu'il se passe, les journaux télévisés présentent la réalité en train de se dérouler comme la seule option possible. Il s'en suit que les événements ne sont plus, aux yeux des spectateurs, la suite logique de choix motivés aussi bien par le contexte que par une certaine vision du monde, mais la seule réalité possible, à laquelle il n'y aurait pas d'alternative.

Cela est problématique dans de nombreux domaines, et particulièrement en économie : en tant que science sociale, l'économie regroupe plusieurs courants qui proposent chacun une vision du monde et une interprétation des événements qui leur sont propres. Or, l'hypothèse est que les journaux télévisés, en ne présentant que des événements « factuels », participent au renforcement de l'idéologie dominante, en ce que les courants de pensée alternatifs, à savoir l'économie hétérodoxe, n'a que très peu voix de cité dans ces médias.

Or, cela pose un problème pour le débat démocratique, car la vision du monde d'une population est en partie déterminée par la façon dont celui-ci est présenté par les médias. Ne

---

<sup>4</sup> Julien Duval, 2010, Critiques de la raison journalistique

<sup>5</sup> ibid

présenter qu'une seule théorie, et plus, la présenter comme une réalité objective, c'est priver ceux qui reçoivent l'information d'une vision alternative, et diminuer leur faculté à se questionner sur les informations qu'ils reçoivent.

La problématique du traitement de l'économie, et de ses différentes écoles, est donc essentielle. Etudier comment est traitée cette rubrique, quelle est la place accordée aux sujets « concrets » (consommation...) et aux sujets plus structurants pour la société (macroéconomie...), et aux différentes écoles de pensée, permet de rendre compte du rôle de certains médias dans le débat démocratique.

L'hypothèse avancée ici est que les journaux télévisés concourent à une vision dominante de l'économie, globalement libérale, non pas de façon franche, de par des pressions économiques, mais de façon implicite, et peut-être inconsciente, en tentant de présenter une réalité objective.

Ce traitement supposé, en plus des logiques organisationnelles et du désir d'objectivité, peut être induit par l'image de l'économie. Elle est souvent ressentie comme peu « vendeuse », peu accessible au grand public car trop complexe. Elle a d'ailleurs longtemps occupé une place marginale dans les journaux télévisés : en 2007, elle représentait 6,5% de l'ensemble des JT des chaînes hertziennes françaises (INA Stat n°12, mars 2009). Mais en 2008, avec la crise économique, elle atteint 11% des sujets traités, et se hisse à la troisième place des rubriques les plus couvertes.

Devant un sujet perçu comme complexe, il peut être tentant de le réduire le plus possible à un compte-rendu factuel des événements, quitte à occulter totalement la dimension idéologique, et de l'aborder à travers des angles perçus comme pouvant concerner le plus grand nombre (sujets de consommation, témoignages personnels...)

## La crise grecque, un révélateur du traitement de l'économie ?

Ces questions seront abordées à travers le prisme de la crise économique grecque. Cela a été un événement majeur dans l'ordre économique mondial, puisqu'un pays de la zone euro a failli se retrouver en défaut de paiement, a donc dû faire appel à l'aide du Fonds Monétaire

International, qui assiste en général des pays en voie de développement, et que certains commentateurs ont même envisagé une sortie de l'euro, un phénomène qui ne s'est jamais produit depuis l'introduction de la monnaie unique.

La crise économique grecque commence en même temps que la crise économique mondiale de 2008. En novembre 2009, le gouvernement socialiste, à peine élu, révèle que ses prédécesseurs ont « maquillé » les comptes publics pour masquer l'ampleur de la dette, qui s'élève en réalité à 112%, tandis que le déficit est évalué à 13%.

Dès lors, les plans d'austérité s'enchaînent, et la Grèce est finalement obligée de recourir à l'aide extérieure de l'Union Européenne et du Fonds Monétaire International.

Le corpus utilisé regroupe les journaux télévisés de 20 heures de TF1 et France 2, sur une période allant du 23 avril 2010 au 7 mai 2010. Le choix est fait de s'intéresser à des médias très grand public. En effet, les médias spécialisés présentent souvent un courant de pensée plus qu'un autre, mais leur positionnement idéologique est connu et assumé. Au contraire, les médias généralistes grand public n'ont pas d'engagement affiché, ils se présentent comme neutres, c'est donc chez eux qu'il est le plus intéressant de questionner l'objectivation d'idéologies.

Parmi les médias généralistes grand public, les journaux télévisés présentent des caractéristiques particulièrement intéressantes pour l'étude du traitement des thématiques économiques. Pour beaucoup de gens, ils sont « la » référence, parfois la seule source d'information. Ils s'adressent clairement à un public important (en moyenne 5 millions de personnes pour le journal télévisé de France 2 et 7 millions pour celui de TF1) et non spécialiste. La façon dont l'information économique est délivrée est d'autant plus importante que ce sont souvent ces médias qui donnent des clés de compréhension de ces thématiques.

La période du 23 avril au 7 mai 2010 marque un tournant dans la crise grecque. Le 23 avril, la Grèce demande officiellement l'aide de l'UE et du FMI. Le 7 mai, le Conseil européen valide officiellement le plan d'aides. Entre-temps, le gouvernement grec a dû promettre de mettre en place un nouveau plan d'austérité, et les manifestations contre l'intensification de la rigueur se sont multipliées. Selon l'INA Stat n°37 (L'économie dans les JT, mars 2015), les journaux télévisés des principales chaînes hertziennes assurent une des couvertures les plus importantes de la crise économique grecque durant les mois d'avril et mai 2010. Au

contraire, après 2012, l'événement quitte la rubrique économique au profit de la rubrique politique internationale.

L'austérité est présentée par beaucoup comme le seul moyen de sortir de la crise. Pourtant, des voix s'élèvent parmi les économistes hétérodoxes pour expliquer que l'austérité ne fait qu'aggraver la crise en empêchant un retour à la croissance, et qu'il est quasiment impossible de rembourser ses dettes quand on est en récession. Ils militent pour une restructuration de la dette publique, et rappellent que le recours à la dette a longtemps été un outil de croissance. Or, ces analyses sont très rarement relayées dans les médias grand public tels que les journaux télévisés.

La réflexion s'articulera essentiellement autour du discours et de la place occupée par l'économie et la crise grecque. Il s'agira de comparer les journaux télévisés de TF1 et France 2 pour voir s'il y a des différences notables dans le discours diffusé sur l'économie et plus particulièrement sur la situation de la crise grecque.

La première question à se poser est la place de l'économie dans les médias : quelle est la part de l'économie dans les journaux télévisés, à quelle place se situent-ils, quels sont les sujets abordés... L'échantillon utilisé se situe à une période particulièrement agitée pour la Grèce, aussi celle-ci figure-t-elle en bonne place dans les journaux télévisés, mais la place des autres sujets est également révélatrice de la façon d'aborder cette rubrique.

Une fois ce tableau général dressé, le cas de la Grèce peut être étudié plus en détail. C'est là qu'intervient l'analyse du discours : d'une part, quels sont les formats utilisés pour parler de la crise grecque, quels sont les angles les plus souvent retenus : sur quoi se focalisent les journalistes ? Parlent-ils des enjeux mondiaux, ou d'histoires plus « concernantes », rendant les responsabilités plus floues ? L'économie étant vécue comme un sujet non « concernant » pour le public, particulièrement quand il s'agit d'économie internationale, il peut être tentant pour les médias de simplifier au minimum, de parler de micro-événements, d'aborder un dossier complexe en le fragmentant en petites histoires. Or, plus les événements sont fragmentés, et moins les enjeux globaux sont perçus. Dans le cadre économique, cela signifie que le public ne s'apercevra pas que ce qui est décrit n'est pas une réalité inéluctable mais le résultat de choix liés, entre autres, à une idéologie.

D'autre part, le langage utilisé est extrêmement révélateur. Les éléments analysés dans cette section seront entre autres la présence de champs sémantiques scientifiques (« diagnostic »,

« analyse »...) qui donnent une impression de neutralité ; la comparaison entre les différents protagonistes ; la façon de les qualifier ; le vocabulaire rappelant l'absence d'alternative, le caractère inéluctable...

Enfin, il est important de savoir qui parle de la crise : la problématique s'articulant autour des idéologies véhiculées, la présence de certains protagonistes et experts démontre l'importance accordée à une vision du monde plutôt qu'à une autre. L'intervention des journalistes peut aussi en être révélatrice. Ce chapitre tentera également de s'interroger sur l'incidence du modèle économique d'un média sur son traitement de ce sujet. TF1 est une chaîne privée, détenue par un grand industriel, Martin Bouygues, alors que France 2 est une chaîne publique. Cela peut-il être mis en relation avec les différences observées durant l'analyse de leurs journaux télévisés respectifs ?

## Partie 1 : Quand et où parle-t-on d'économie ?

L'économie a longtemps été le parent pauvre de l'information dans les journaux télévisés : elle ne représente que 6,5% de l'ensemble des JT des chaînes hertziennes françaises<sup>6</sup>. A cette époque, l'information internationale, les faits de société, la politique, mais aussi la culture, le sport et les faits divers sont plus représentés que l'économie. Considérée comme un repoussoir à audience difficile à expliquer, elle n'intéresse pas vraiment les journaux télévisés.

La situation change avec la crise des subprimes de 2008. L'économie atteint alors 11,5%<sup>7</sup> avec plus de 3700 sujets et se hisse à la troisième place des sujets les plus traités. Certains mois, comme en octobre 2008, elle atteint même la première place. Tous les journaux télévisés à l'exception de M6 lui consacrent en moyenne plus de 11% de l'ensemble des sujets. Depuis, la taille de la rubrique varie mais reste supérieure à celle de 2007.

2010 est une année relativement faible en termes de nombres de sujets<sup>8</sup> : 2252 sujets sont consacrés à l'économie, soit 7% de l'ensemble. La situation grecque est abordée par 188 sujets, ce qui représente 8,3% des sujets économiques. Cette année-là, l'actualité est dominée par les grandes catastrophes : le séisme en Haïti, la tempête Xynthia, la marée noire en Louisiane...

### **1) En avril et mai 2010, la Grèce dope l'économie dans les JT**

En 2010, l'économie est donc peu abordée par les journaux télévisés. Au deuxième trimestre, sur 188h09 d'information sur les chaînes hertziennes, 18h12 sont consacrées à l'économie,

---

<sup>6</sup> INA Stat n° 12, mars 2009, « L'info de crise »

<sup>7</sup> Ibid

<sup>8</sup> INA Stat n°37, mars 2015, « L'économie dans les JT »

soit 9,7% de l'ensemble<sup>9</sup>. En avril, la rubrique est cinquième avec 4h19mn11, derrière la société (plus de 18h), la culture (7h20), les catastrophes (6h20) et l'international (presque 6h). Elle retrouve cependant la troisième place en mai, avec 6h40mn09, dont 40 sujets consacrés à la crise grecque et 66 sujets dédiés au sauvetage de la zone euro et les plans de rigueur économique dans l'Union Européenne. Elle redescend à la huitième place en juin avec 4h09mn59 (la première place est alors trustée par le sport, et notamment le Mondial de football).

Le corpus étudié (journaux télévisés de 20 heures de TF1 et France 2, du 23 avril au 7 mai) se démarque d'emblée de ces chiffres : sur environ 17,5 heures de programme, 3h04 minutes<sup>10</sup> sont consacrées à l'économie, ce qui représente 17,5% du total.

Cela s'explique car la période choisie pour le corpus connaît une grande actualité autour de la crise grecque, avec la demande et l'acceptation du plan d'aides, et de grandes manifestations. La rubrique Economie est donc propulsée largement par ce sujet. Sur le total, 1h13 est consacrée à la crise grecque et à la tentative de sauvetage, ce qui représente 47,3% des sujets économiques.

On note que France 2 consacre globalement plus d'attention à l'économie que TF1 : elle représente 21,2% de ses journaux télévisés de 20h, avec 1h45, contre 18,8% du 20h pour TF1 avec 1h19, et la Grèce, avec 47 mn 42, représente 49,3% de ses sujets économiques, contre 35 mn 06 soit 44% des sujets économiques pour TF1.

Comme on le voit (graphique « Part de l'économie par journal »), sur la période observée (15 jours), la part de l'économie dépasse les 20% sept fois pour France 2, et s'aventure même deux fois au-delà des 30%. TF1 ne dépasse que trois fois les 20%, dont une fois au-dessus de 30%. C'est l'une des trois fois où la chaîne privée consacre plus de temps à l'économie que sa concurrente.

S'il arrive que le temps consacré à l'économie par les deux chaînes soit proche, le plus souvent elles semblent avoir des lignes complètement indépendantes l'une de l'autre : alors que le 25 avril est l'une des plus grosses journées en terme d'économie pour France 2, c'est celle où TF1

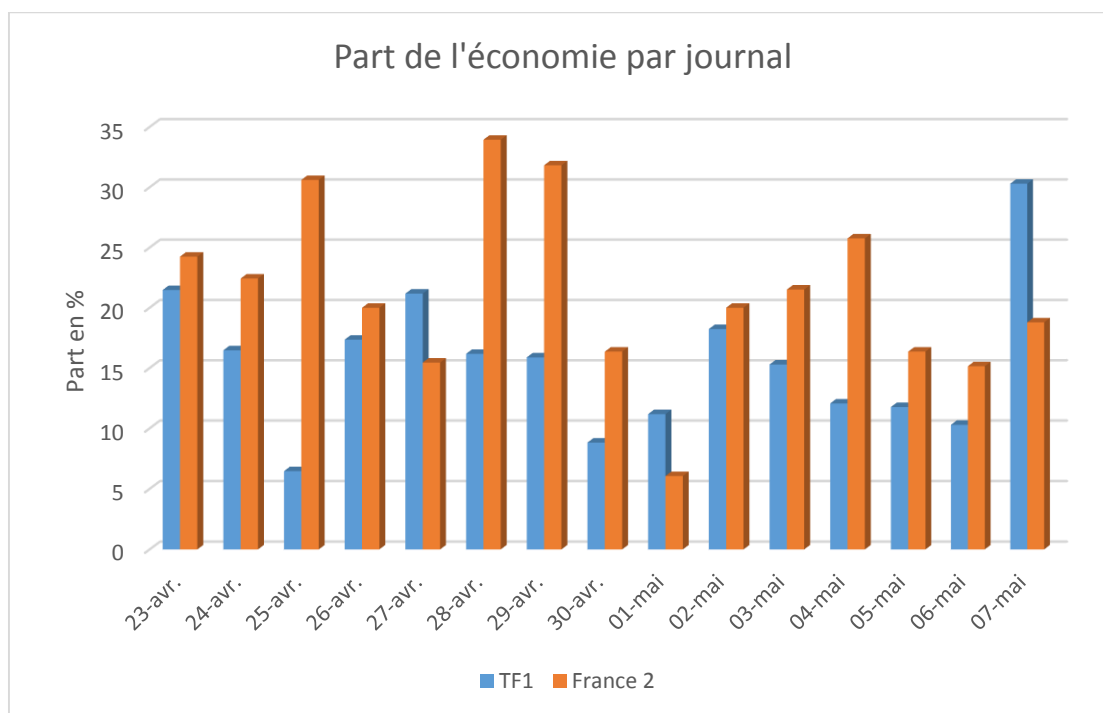
---

<sup>9</sup> INA Stat n°18, septembre 2010, « Des nouvelles de l'info »

<sup>10</sup> Le temps consacré à un sujet comprend la durée des reportages, des brèves, des interviews en plateau et des lancements de sujet par le présentateur.



aborde le moins l'économie. Dans les deux cas, la part de celle-ci est extrêmement variable, et varie de 5 à presque 35%.



11

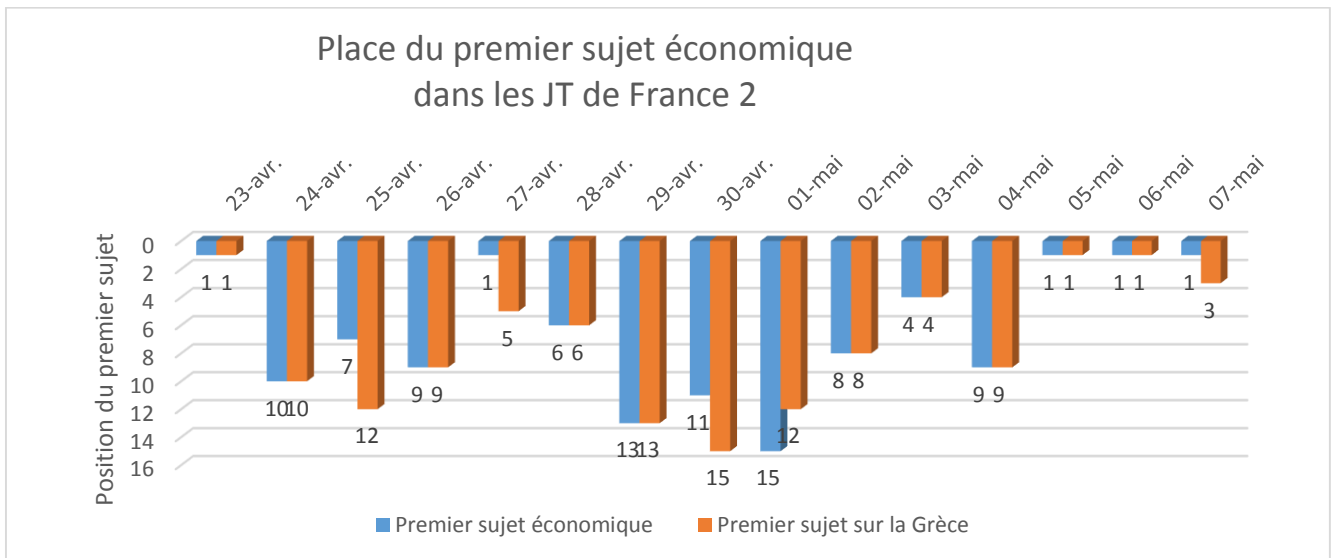
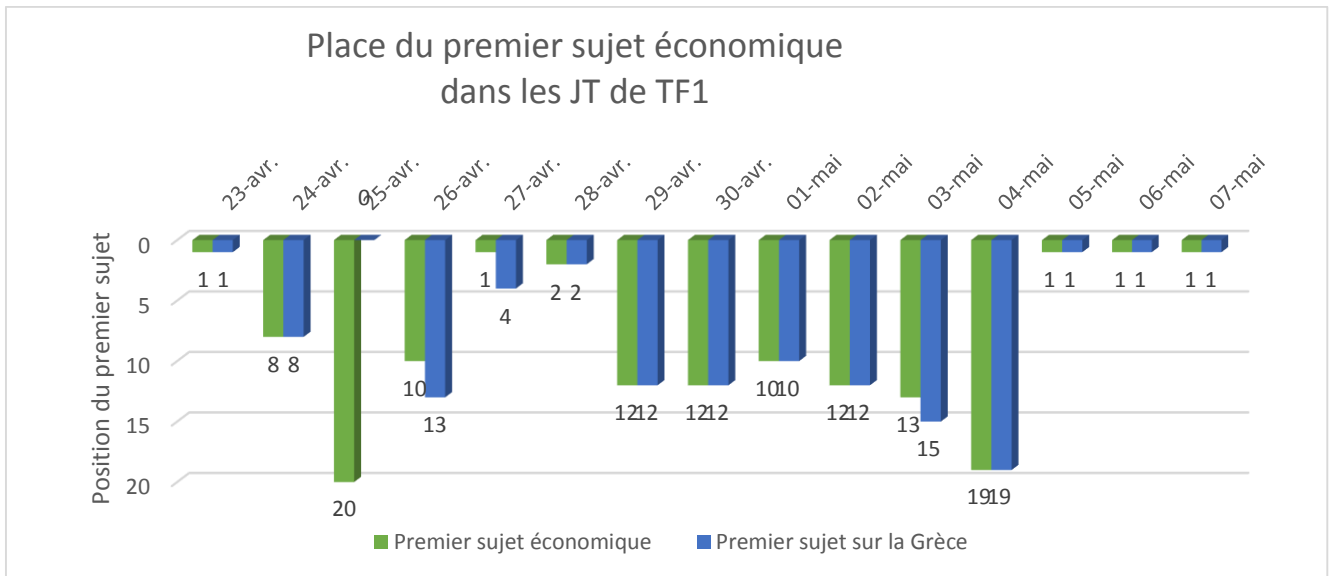
Au-delà du temps consacré à la rubrique, il est intéressant d'observer la place accordée aux sujets économiques : à quel moment apparaissent-ils dans le déroulé du journal ? Les tableaux ci-dessous (« Place du premier sujet économique dans les JT de TF1 » et « Place du premier sujet économique dans les JT de France 2 ») répertorient la place du premier sujet économique et celle du premier sujet sur la Grèce.<sup>12</sup>

Là aussi, on constate que pour les deux chaînes, la place du premier sujet économique est extrêmement variable : cela va de la première à la vingtième place. A TF1, on constate que 11 soirs sur 15, le premier sujet économique est également le premier sujet consacré à la Grèce. C'est le cas 10 fois sur 15 pour France 2. La Grèce semble donc être le « moteur » de la

<sup>11</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

<sup>12</sup> « 1 » signifie que le thème est le premier abordé après les titres, « 0 » qu'il n'a pas été abordé au cours du journal. La position correspond à celle donnée par les notices de l'INA de ces archives. Selon cette nomenclature, une trentaine de sujets sont abordés par JT. En réalité, il y en a un peu moins, car l'INA considère souvent que le lancement en plateau d'un reportage est un sujet à part entière, ce qui fait deux places pour un même sujet (par exemple, n°3 = lancement en plateau, n°4 = reportage), mais il a été retenu pour des raisons de commodité.

rubrique économique. Les deux chaînes ne font l'ouverture avec un sujet économique autre que la Grèce qu'une seule fois pour TF1, et encore s'agit-il d'un sujet à cheval sur l'économie et le social, puisqu'il s'agit d'une manifestation de céréaliers pour protester contre leurs difficultés financières. France 2 ouvre sur deux sujets économiques hors Grèce, les céréaliers et la chute des bourses, mais en réalité ce sujet est presque toujours traité en lien avec la crise grecque (voir chapitre 2).



13

<sup>13</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

Alors que le temps consacré aux sujets économiques varie sensiblement d'une chaîne à l'autre, on observe une certaine similitude dans le placement des premiers sujets économiques. Les cinq soirs où France 2 met un sujet économique en ouverture correspondent à ceux où TF1 ouvre avec l'économie. Il y a donc une homogénéité entre les deux lignes éditoriales pour déterminer quand un sujet économique mérite le plus d'attention. Il s'agit en l'occurrence de la demande officielle d'aide de la Grèce à l'UE et au FMI, d'une manifestation d'agriculteurs en France, de manifestations contre l'austérité ayant fait trois morts en Grèce, et de l'adoption du plan d'austérité par le parlement grec. Le dernier jour, le 7 mai, TF1 ouvre avec la crise grecque tandis que France 2 commence par la chute des bourses, mais ces deux sujets sont souvent regroupés (voir chapitre 2). Au total, l'économie fait donc la Une d'un tiers des journaux télévisés de TF1, à peine moins pour France 2 ; mais cela est dû à la crise grecque dans 75% des cas pour France 2 et 80% pour TF1.

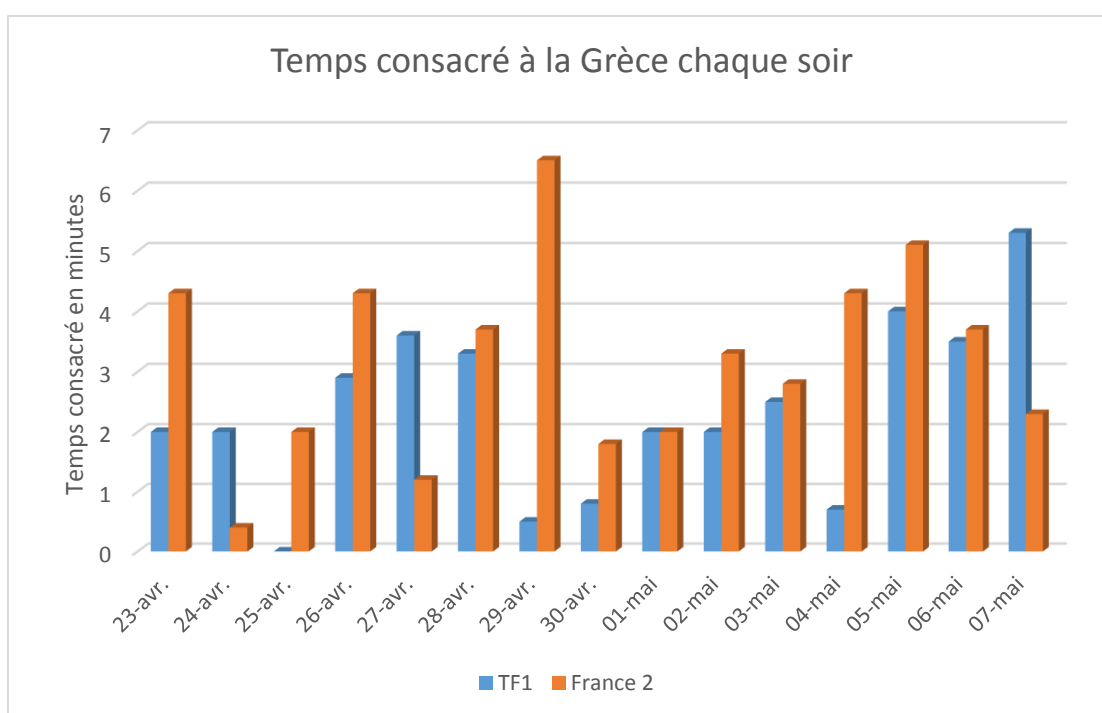
Outre ces sujets économiques, les thèmes qui ouvrent le journal télévisé sont, pour TF1, les faits divers (un homme soupçonné de polygamie et menacé de déchéance de nationalité, la mort d'un petit garçon à cause de négligence, une mosquée mitraillée), l'international (un attentat déjoué à New York, la marée noire en Louisiane deux fois), le social (la fraude aux prestations sociales), la météo ; pour France 2, les faits divers (l'homme accusé de polygamie, deux fois), l'international (la mort de l'ancien président polonais, la marée noire trois fois, l'attentat déjoué de New York), le sport (la finale de la Coupe de France, probablement parce qu'elle était diffusée par France 2), le social (la réforme des retraites), la météo (intempéries)

Si l'économie n'est donc pas un sujet déclassé, l'importance qui lui est accordée est extrêmement variable, et la place relativement importante qui lui est consacrée sur la période observée est en grande partie due à l'actualité de la crise grecque et de la zone euro.

## **2) Contenu de la rubrique économie**

Si l'on entre de façon plus détaillée dans la rubrique Economie, on s'aperçoit que, comme supposé plus haut, celle-ci est en grande partie alimentée par la crise grecque. Les deux chaînes consacrent au moins un sujet, ne serait-ce qu'une brève, à la Grèce chaque soir, à l'exception du 25 avril où seule France 2 aborde ce sujet.

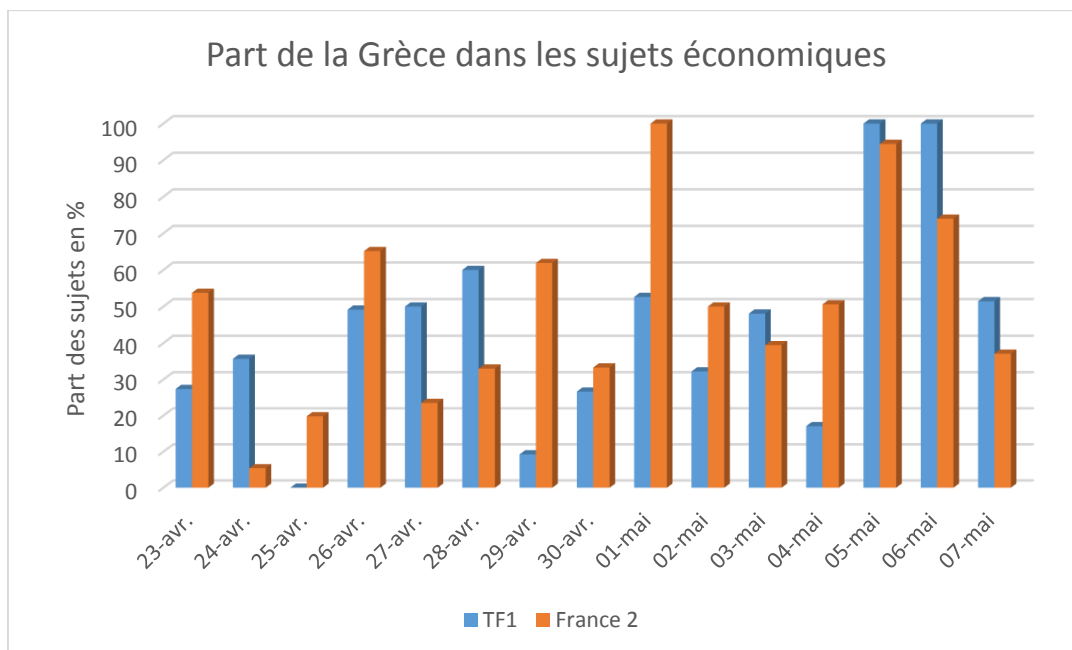
En revanche, comme pour la rubrique Economie dans son ensemble, les deux chaînes se différencient (voir ci-dessous, « Temps consacré à la Grèce chaque soir ») : France 2 consacre presque systématiquement plus de temps à la Grèce que TF1. La première chaîne accorde significativement plus de temps à la Grèce que sa concurrente à trois occasions seulement, tandis que l'inverse se produit à sept occasions, soit près de la moitié de la période observée. Leur intensité de traitement semble également suivre des logiques très différentes : tandis que le temps consacré à la Grèce sur France 2 augmente du 27 au 29 avril pour diminuer le 30, sur TF1 il diminue du 27 au 29 avril, pour remonter à partir du 30.



14

La moyenne des 47,3% de sujets économiques consacrés à la Grèce recouvre une réalité beaucoup plus hétérogène (voir ci-dessous, « Part de la Grèce dans les sujets économiques »). Sur TF1, la proportion va de 0% (le 25 avril) à 100% (les 5 et 6 mai), sur France 2 de 5% (le 29 avril) à 100% (le 1<sup>er</sup> mai). Il arrive donc qu'un JT se fasse sans mentionner la Grèce, mais il arrive également que celle-ci soit le seul sujet économique.

<sup>14</sup> Ibid



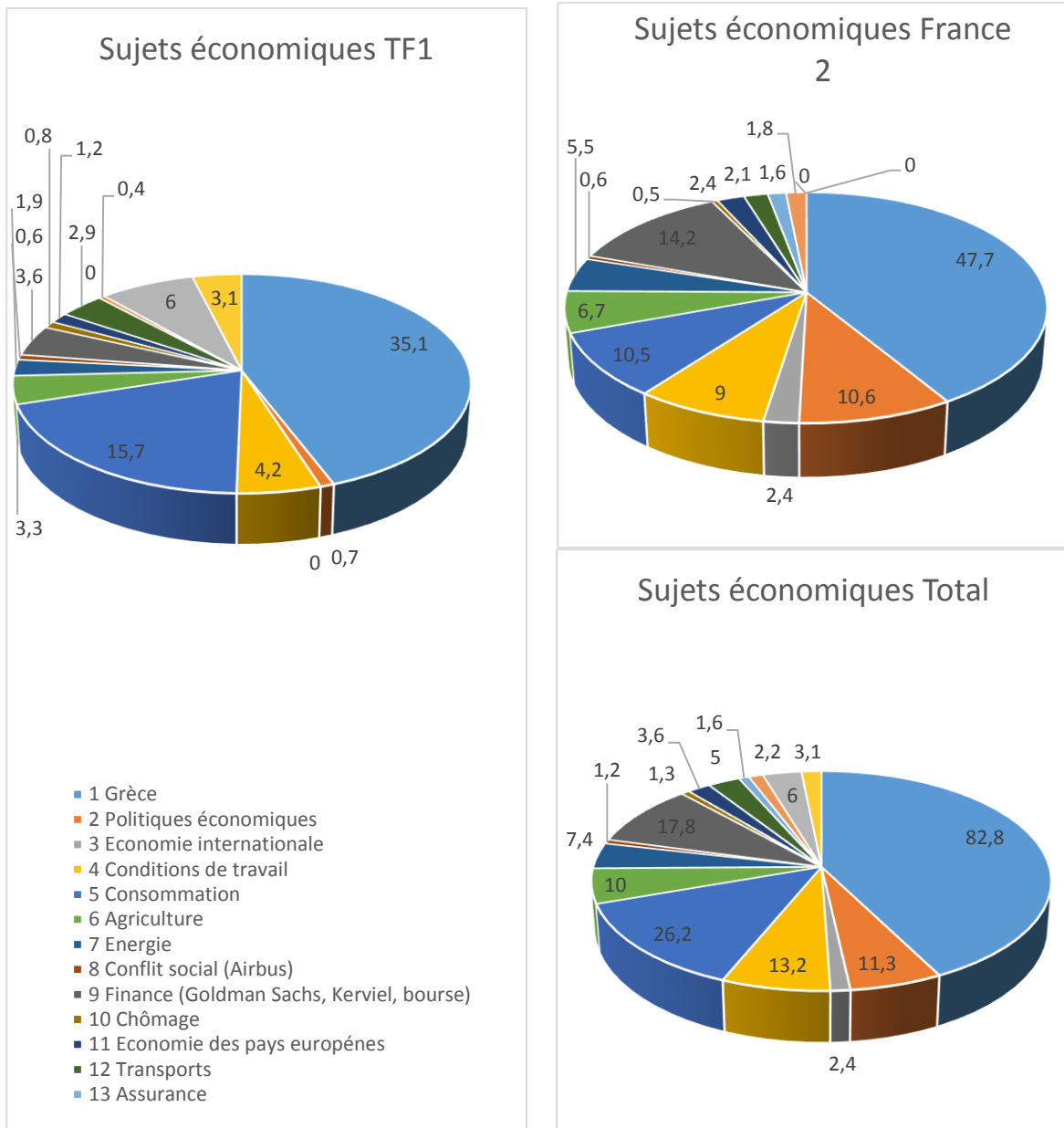
15

Au final, les données obtenues sur ce graphique sont si hétérogènes qu'il semble compliqué d'en tirer des conclusions. Tout au plus peut-on remarquer que le poids de la crise grecque dans les sujets économiques est plus important au cours de la deuxième semaine observée.

Si l'importance de la Grèce dans la rubrique Economie est indéniable, il faut tout de même la relativiser. En effet, si l'on compare la part de la Grèce dans les sujets économiques et la part des sujets économiques dans le journal télévisé, on se rend compte qu'une présence importante de la crise grecque dans les sujets économiques ne signifie pas nécessairement une rubrique Economie très développée dans ce journal ; inversement certains journaux télévisés abordent très peu la crise grecque et affichent pourtant une forte connotation économique. Par exemple, le premier mai, France 2 consacre l'intégralité de sa rubrique Economie à la Grèce, pourtant l'économie ne représente ce soir-là que 6% du journal, bien loin de la moyenne des 17% enregistrée pour cette période. De même, quand tous les sujets économiques de TF1 concernent la Grèce, la rubrique ne représente que 11,8% (5 mai) et 10,3% (6 mai) du journal télévisé. Inversement, le 28 avril, jour où France 2 présente la rubrique Economie la plus importante (presque 34%), la part de la Grèce dans la rubrique est bien inférieure à la moyenne (33%). La part de la Grèce n'est cependant pas inversement proportionnelle à la part de l'économie, car il arrive que les deux soient également faibles (le 25 avril sur TF1 par exemple).

<sup>15</sup> Ibid

<sup>16</sup>Une forte proportion de sujets économiques ne signifie donc pas une forte proportion de sujets sur la Grèce au sein de la rubrique : ce n'est donc pas toujours la Grèce qui fait monter le poids de l'économie dans les journaux télévisés étudiés. En revanche, on observe une certaine similitude entre le temps consacré aux sujets sur la Grèce (en valeur absolue, donc) et la proportion de sujets économiques dans le journal télévisé : par exemple le plus long temps consacré à la Grèce sur France 2 (le 29 avril) correspond à la deuxième plus forte



proportion de sujets économiques sur la chaîne publique ; et le plus long temps sur la Grèce diffusé sur TF1 (le 7 mai) correspond au jour où l'économie a occupé le plus de place sur la

<sup>16</sup> Ibid

chaîne. Il y a donc une certaine corrélation entre la présence de ce sujet et l'ensemble de la rubrique.

Sur TF1 comme sur France 2, la crise grecque représente en moyenne le sujet le plus traité sur cette période, eu égard à la forte actualité qu'il connaît. Mais d'autres thématiques sont également très présentes. (Voir ci-dessous « Sujets économiques », « TF1 » « France 2 » « Total »).

La consommation est ainsi le deuxième sujet abordé<sup>17</sup> (26 minutes au total), suivie de la finance (presque 18 minutes). Les conditions de travail et les politiques économiques sont également bien représentées.

Dans le cas de la consommation, il s'agit, presque par nature, essentiellement de sujets que Shanto Iyengar<sup>18</sup> qualifie d' « épisodique », des témoignages, des sujets concrets, qui permettent de résoudre des problèmes du quotidien et ne présentent pas un enjeu de société, qui n'appellent pas à réfléchir à une thématique générale. Il y a notamment plusieurs sujets en rapport avec la Foire de Paris, qui présentent des innovations en matière de bricolage ou de coaching pour la vie domestique.

Les sujets financiers concernent des enjeux beaucoup plus globaux (les rapports entre la bourse et les crises européennes, les accusations contre Goldman Sachs), mais souvent à travers des exemples précis : le procès de Jérôme Kerviel, l'affolement des marchés financiers suite à tel événement précis... Le rôle qu'a joué Goldman Sachs dans la crise économique grecque (en aidant le gouvernement de l'époque à camoufler la dette du pays pour être intégré à la zone euro) n'est par exemple jamais abordé.

Les conditions de travail sont elles aussi plutôt évoquées à travers le prisme du témoignage, de la situation particulière, même si les sujets comportent également des éléments de contexte plus globaux.

Enfin les politiques économiques se concentrent essentiellement sur les négociations en vue de la réforme des retraites et sur le gel des dépenses publiques ; les présentateurs relient d'ailleurs ce sujet à l'austérité qui frappe la Grèce.

---

<sup>17</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

<sup>18</sup> Is anyone responsible ?

Même si ce n'est pas univoque, les sujets économiques les plus traités tendent donc plutôt à l'être sous l'angle d'un événement que sous celui d'un thème global, et dans de nombreux cas, le public est considéré comme un consommateur plus que comme un citoyen. Cela participe ainsi à réduire le monde à une série d'événements déconnectés, et non à juger un système dans son ensemble. Dans le corpus étudié, il s'agit cependant seulement d'une tendance, pas d'une vérité systématique les sujets ne sont pas totalement dépourvus de contexte et de tentative d'expliquer un système.

Au sein de cette rubrique économique, la Grèce reste le sujet qui occupe le plus d'espace, c'est pour cela qu'il va être développé sur les deux chapitres suivants.



## Partie 2 : Comment parle-t-on de la situation économique en Grèce ?

Comme on l'a vu, la place de la Grèce occupe une place relativement importante dans les journaux télévisés de TF1 et France 2 du 27 avril au 7 mai 2010. Cette période a été choisie à dessein car elle marque un épisode important dans la crise grecque, mais, de ce fait, elle n'est pas représentative du volume de traitement consacré à ce sujet d'une manière générale.

En revanche, le nombre relativement important de sujets qui lui sont consacrés constitue une matière suffisamment conséquente pour analyser le contenu des sujets. Thierry Guilbert <sup>19</sup> quand il tente de démontrer que les thèses néolibérales sont présentées comme des « évidences », explique en effet que « à ces moments critiques [...], les positionnements des journaux sont un peu plus visibles et plus affirmés qu'à l'ordinaire ».

TF1 en consacre 24 à la Grèce sur 15 jours, France 2 en consacre 35, cela fait une moyenne de 3,9 sujets par soir sur les deux chaînes (1,6 sujet par soir sur TF1, 2,3 pour France 2).

L'observation de ces sujets vise à voir si le traitement de la crise financière met en avant, de façon directe ou détournée, des partis pris idéologiques. Pour cela, la construction des sujets est étudiée : les journaux préfèrent-ils consacrer des successions de brèves ou des sujets plus longs, sur quels événements s'attardent-ils le plus, privilégient-ils le factuel ou l'analytique ? Le contenu lexical est également très révélateur : sous couvert de neutralité et de pédagogie, les journalistes utilisent des images et des champs lexicaux souvent connotés positivement ou négativement. Ils peuvent également mettre en avant certains champs plus que d'autres : ainsi le vocabulaire de la bourse et des marchés financiers est-il quasiment systématique dans les sujets consacrés à la Grèce. Quel que soit l'angle, on se demande comment vont réagir les marchés financiers (alors qu'on ne se demande pas systématiquement comment va réagir le peuple, ou l'Union Européenne), et cela contribue à l'idée que ces marchés détiennent une autorité extrêmement étendue sur tous les acteurs politiques et économiques.

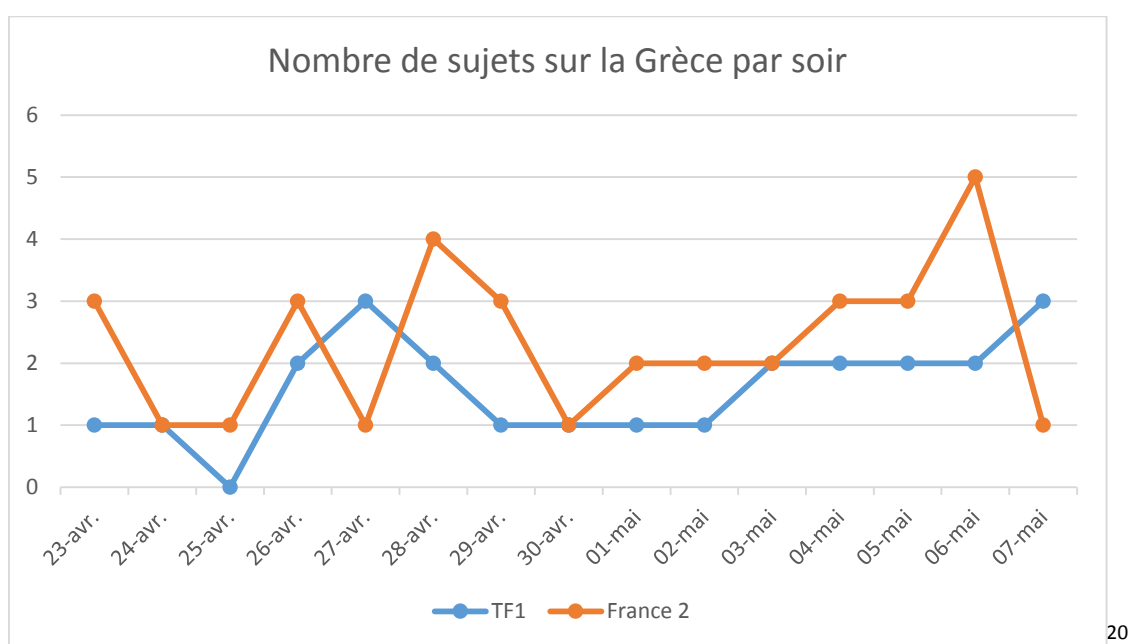
---

<sup>19</sup> Thierry Guilbert, 2013, La mise en évidence du discours économique par la presse écrite

## 1) La structuration des sujets

Comme pour l'ensemble des sujets économiques, la couverture de la crise grecque n'est pas linéaire au cours du temps, ni homogène entre les deux plus grands journaux télévisés (voir plus bas « Nombre de sujets sur la Grèce par soir »). Là encore, France 2 consacre un nombre supérieur de sujets dix soirs sur quinze, les deux chaînes proposent le même nombre de sujets trois soirs, et TF1 en réalise plus seulement deux soirs. Si l'on compare les sujets en termes de temps, on obtient des résultats presque équivalents, les courbes de temps et de nombres de sujets étant très fortement corrélés. (Voir chapitre 1 – 2) – « Temps consacré à la Grèce chaque soir »).

TF1 diffuse plusieurs sujets par soir 8 fois sur 15, les autres soirs un seul ou aucun sujet est proposé. France 2 propose plusieurs sujets par soir 10 fois sur 15 soit dans les deux tiers de ses journaux.



La durée de chaque sujet est variable, et s'étend de 18 secondes pour certaines brèves à 3'20<sup>21</sup> minutes pour les plus longs, notamment les interviews d'experts en plateau.

<sup>20</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

<sup>21</sup> Le temps indiqué comprend le temps du sujet lui-même et le temps du lancement en plateau par le présentateur.

Trois pics d'intensité peuvent être relevés : le 23 avril, où quatre sujets sont consacrés à la Grèce ; du 26 au 29 avril, où quatre à six sujets par soir concernent la Grèce, et le 6 mai, où sept sujets s'intéressent à la crise grecque. A l'inverse, les 24, 25, 30 avril et 1<sup>er</sup> et 2 mai couvrent peu le sujet.

Le 23 avril correspond au début de l'épisode, avec la demande officielle de la Grèce de l'activation du plan d'aide du FMI et de l'Union Européenne, mais cette information n'a pas la même importance pour les deux chaînes : France 2 y consacre trois sujets : un reportage (avec extraits de discours et micro trottoirs) sur l'annonce du plan ; un plateau extérieur d'un journaliste en direct d'Athènes qui explique les enjeux pour l'Union Européenne ; et une brève en rappel des titres sur une manifestation spontanée en cours à Athènes. TF1 se contente d'un sujet explicatif sur le plan d'aide. France 2 cherche donc à étendre le sujet du jour (l'annonce du plan d'aides) à des sujets connexes (les enjeux pour l'UE, les réactions que cela suscite chez les Grecs).

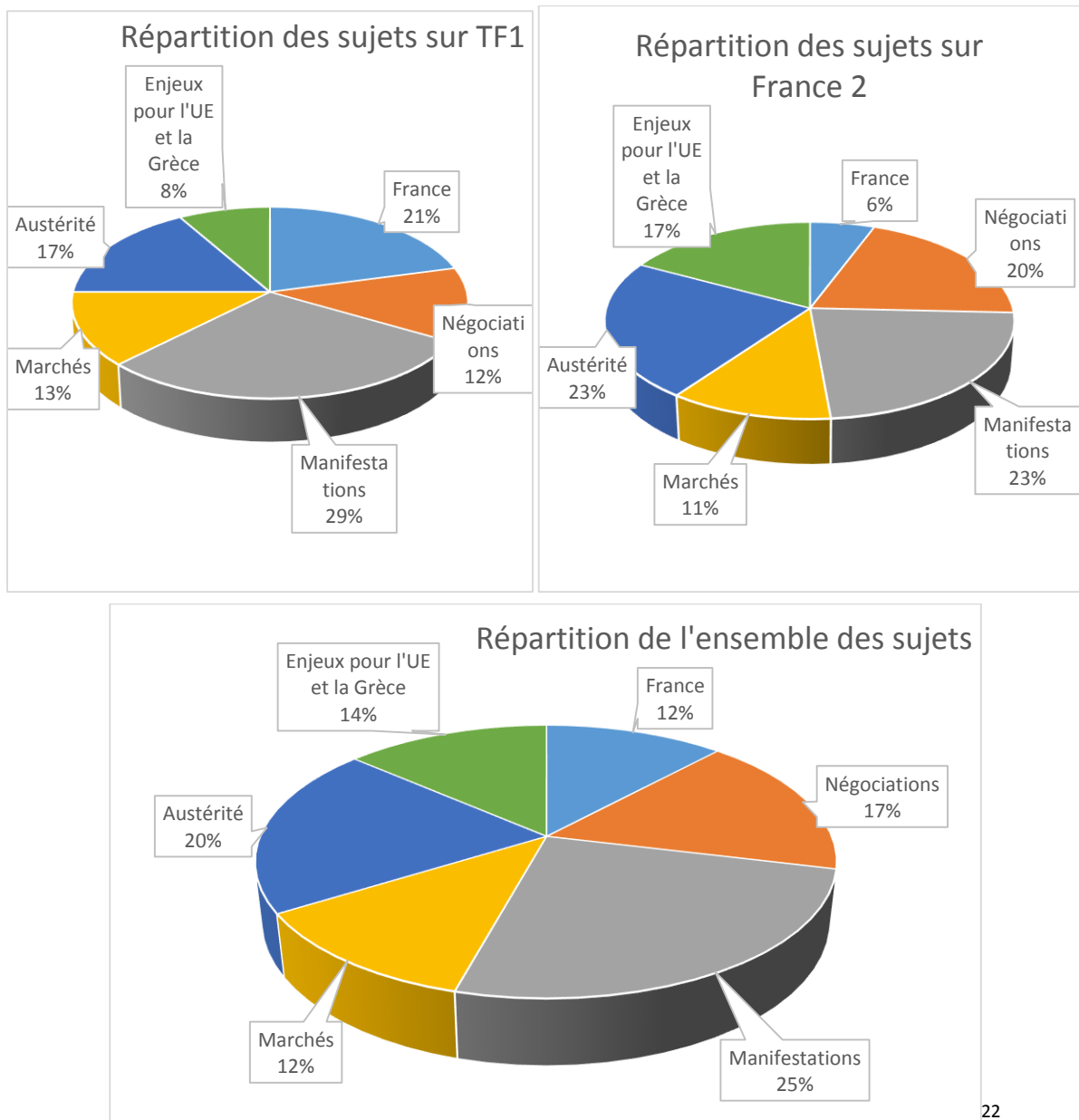
Entre le 26 et le 29 avril, TF1 consacre dix sujets à la crise grecque, France 2, 11. Durant cette période, la Grèce promet de réduire son déficit, les Européens s'affrontent sur les conditions d'aide à la Grèce, les agences de notation dégradent la note des obligations portugaises et espagnoles, les Grecs manifestent leur hostilité à une éventuelle rigueur, le gouvernement grec promet pourtant de réduire son déficit via de nouvelles mesures d'austérité, les marchés financiers menacent de s'affoler. Le président du FMI et le ministre des Finances allemand relativisent l'importance des agences de notation, et plusieurs médias évoquent le rôle qu'a joué Goldman Sachs. TF1 diffuse plusieurs sujets sur le rôle de la France dans les négociations, et les effets de la crise sur la zone euro, ainsi qu'une brève sur la chute des bourses et un reportage sur les manifestations, mais rien, par exemple, sur le rôle de Goldman Sachs. France 2 consacre six sujets à la crise grecque d'un point de vue européen (réaction de Berlin, risque de contagion...), et demande notamment dans un sujet si la Grèce pourrait sortir de la zone euro. Deux sujets se concentrent sur la réaction des marchés financiers. Les trois derniers se focalisent sur un historique succinct, l'interview d'un économiste, et la crise vécue par les Grecs. TF1 s'attache donc beaucoup aux réactions de la France dans ce dossier, ce qui peut être perçu comme une façon de rendre le sujet plus « concernant pour le public », de montrer que cela touche d'une certaine façon la France. France 2 choisit des angles plus internationaux, en suivant les rebondissements des négociations, présentés comme une

succession d'événements, et en expliquant les effets possibles de la crise à court et moyen terme. En revanche, il est beaucoup moins souvent fait mention des causes de la crise.

Le 6 mai, les sujets abordés sont très différents, car la veille, des casseurs ont infiltré une grande manifestation intersyndicale et trois personnes sont mortes lors des débordements. Le sujet a déjà été largement traité la veille (cinq sujets sur la Grèce au total, quatre sur les manifestations et un sur le plan de rigueur annoncé par le gouvernement). Le 6 mai, les sept sujets se concentrent sur les manifestations (les deux sujets de TF1 et trois des sujets de France 2), et France 2 consacre également un sujet à l'adoption du plan d'austérité par le Parlement grec et un sujet aux réactions des marchés financiers face à ces événements. L'ensemble des sujets présentent donc le récit d'événements ponctuels plutôt qu'un climat général, même s'il faut nuancer : l'adoption du plan d'austérité par le Parlement est évidemment mise en relation avec les manifestations.

Si l'on regarde sur l'ensemble de la période étudiée, le sujet qui ressort est la couverture des manifestations (voir plus bas « Répartition des sujets »), même si celle-ci ne devient intensive qu'à partir du 5 mai, date à laquelle trois personnes trouvent la mort, alors que les manifestations se succèdent depuis le début de la période. Viennent ensuite les sujets sur les mesures d'austérité et l'impact que cela a sur les Grecs (20%), et les négociations avec l'Union Européenne et le FMI autour du plan de sauvetage (17%). Sur TF1 cependant, la deuxième place est occupée par l'action du gouvernement français (21% des sujets). TF1 axe donc plus le thème sur la France, tandis que France 2 privilégie l'international. Dans tous les cas, ce sont a priori plutôt des sujets qui relatent des événements que des analyses, des sujets thématiques.

Des sujets a priori plus contextualisés, tels que les enjeux pour l'Union Européenne ou l'historique de la crise, ne représentent que 14% des sujets, en quatrième position sur les six grands thèmes observés. Sur TF1, la part descend même à 8%, en faisant l'angle le moins traité par la chaîne dans le cadre de la crise grecque.



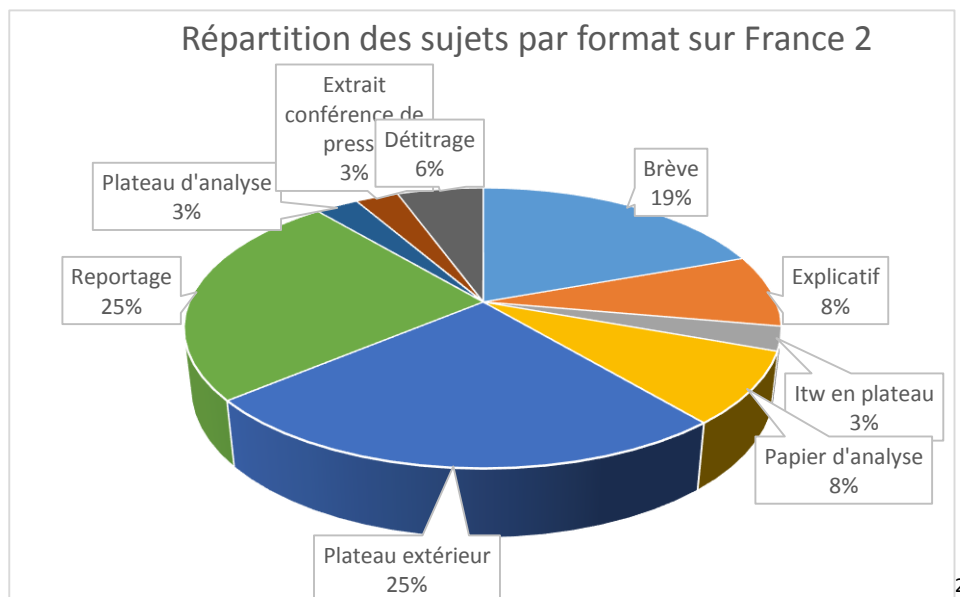
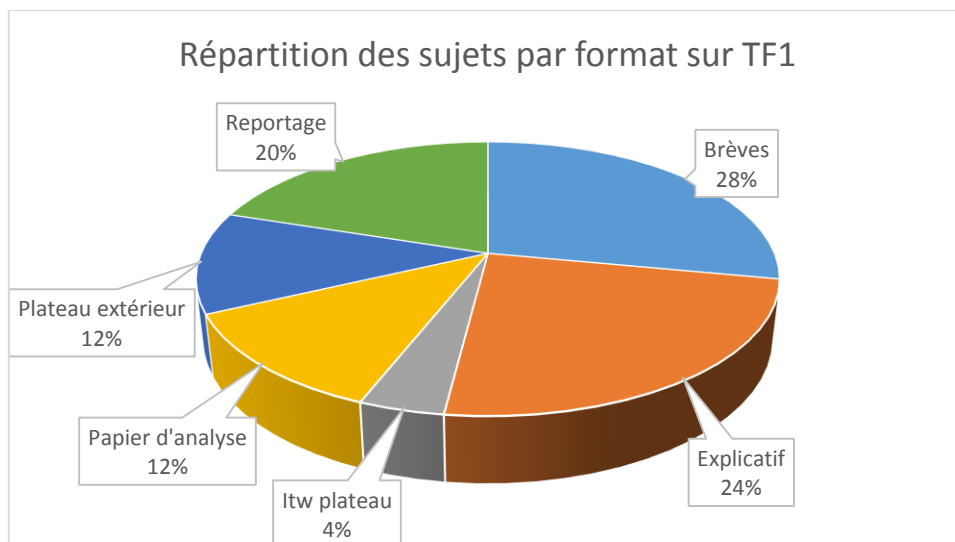
22

Si les angles abordés permettent une première approche de la façon dont les journaux télévisés présentent la crise grecque, les formats sont un autre bon indicateur. Une brève n'a pas le même impact qu'un reportage, ou qu'un papier d'analyse.

Neuf formats différents ont été relevés dans ce corpus : les brèves, avec ou sans image, très court (entre 20 et 50 secondes) et factuel ; les rappels de titre ont été relevés uniquement lorsqu'ils apportent une information supplémentaire au sujet diffusé durant le journal et s'apparentent dans le format à des brèves ; l'interview en plateau (ou en duplex) consiste en

<sup>22</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

un invité unique interrogé durant plusieurs minutes par le présentateur ; le son brut consiste en un lancement en plateau par le présentateur suivi d'un extrait sonore et visuel d'une conférence de presse ou d'un discours ; le plateau d'analyse, durant lequel un journaliste en plateau apporte des éléments d'information sur une situation, généralement à l'aide d'infographies ; le plateau extérieur, où un journaliste en direct d'un événement donne des éléments factuels et de contexte sur ledit événement ; le papier d'analyse, durant lequel le journaliste analyse une situation en s'appuyant sur des images d'illustration et éventuellement d'extraits de discours officiels ; le sujet explicatif, durant lequel le journaliste mêle son commentaire à des extraits d'interviews de spécialistes ; le reportage, au cours duquel le journaliste interroge les acteurs d'un événement.



23

On constate (voir ci-dessus, « Répartition des sujets par format) que sur TF1 le format le plus fréquent est la brève (28% des sujets), suivie du sujet explicatif (24%) et du reportage (20%). Sur France 2, les plateaux extérieurs et les reportages sont les deux formats les plus fréquents (26% des sujets chacun) suivis des brèves (21%).

La fréquence des brèves laisse présager que les deux chaînes de télévision ont un penchant pour les informations factuelles et ponctuelles, et la place du reportage peut laisser penser qu'ils privilégient le témoignage sur un cas concret à des sujets plus analytiques sur des tendances dans le temps.

Pour le vérifier, ces formats ont été classés en reprenant la méthodologie de Shanto Iyengar<sup>24</sup>. Dans son ouvrage, *Is anyone responsible*, il explique que les productions journalistiques peuvent être épisodiques ou thématiques. Un sujet épisodique va privilégier les cas concrets, se centrer sur un individu ou un groupe d'individus, sur un événement, et d'une certaine façon présenter le monde comme une série d'événements déconnectés, en s'adressant au public plutôt comme à des consommateurs qui ont besoin d'information pour résoudre un problème particulier. A l'inverse, il présente les sujets thématiques comme abordant un sujet dans son ensemble, en prenant en compte les institutions et l'environnement, et identifie les défauts d'un système qui contribuent à causer un problème, au lieu de se focaliser exclusivement sur celui-ci.

Dans ce livre, Iyengar démontre que la présentation épisodique d'un sujet contribue à ce que le public s'attache à un problème particulier et n'appréhende pas le sujet dans sa globalité. En conséquence, il considère comme moins responsable les acteurs tels que les politiques et les institutions, et il est au final moins susceptible de remettre en cause le système (politique, économique, social). De ce fait, selon ses conclusions, une forte présence d'informations épisodiques contribue à l'acceptation du système établi.

A partir des différents formats présents dans le corpus, il est possible, en se basant sur les mots-clés les plus présents dans ceux-ci, d'établir s'ils appartiennent majoritairement à la catégorie « épisodique » ou « thématique ». Cela s'avère tout de même un peu délicat, car comme le souligne Iyengar lui-même, la plupart des sujets comporte à la fois des éléments de

---

<sup>23</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

<sup>24</sup> Shanto Iyengar, 1991, *Is Anyone Responsible ?*

contexte et des éléments de témoignage. Cependant, généralement une catégorie prédomine.

Dans le corpus, il est apparu que les brèves, les détitrages et les sons bruts relevaient de la catégorie épisodique (information factuelle sans contexte). Les reportages et les plateaux extérieurs sont mixtes, mais à tendance épisodique, car ils se focalisent beaucoup sur les témoignages, les micro-trottoirs, les conditions de vie personnelles, les anecdotes. Les sujets explicatifs ont en revanche été impossibles à qualifier, car ils regroupent des éléments épisodiques (le récit d'une succession d'événements) et thématiques (du contexte, une tentative d'analyse). Les interviews en plateau sont mixtes, mais à dominante thématique, car même si elles reviennent sur des événements, elles tentent d'apporter du recul et du contexte. Enfin les plateaux d'analyse et les papiers sont plutôt thématiques, car ils se focalisent sur l'analyse et le contexte.

Si l'on se base sur cette répartition, les sujets thématiques représentent 12% des sujets consacrés à la Grèce sur TF1 et 11% sur France 2 ; ceux mixtes à dominante thématiques représentent 4% des sujets de TF1, et 3% de ceux de France 2. Les sujets mixtes représentent respectivement 24% et 8% des sujets consacrés à la Grèce, ceux mixtes à tendance épisodique, 32% et 50%, et les sujets épisodiques constituent 28% des sujets traités. Les sujets plutôt thématiques représentent donc 16% des sujets de TF1 et 14% de ceux de France 2, tandis que ceux plutôt épisodiques constituent 60% des sujets de TF1 et 78% des sujets de France 2.

Les sujets sur la crise grecque sur les deux chaînes auraient donc tendance à augmenter la légitimité du discours dominant. Il convient donc de tenter de définir celui-ci.

## **2) Le discours véhiculé par les journaux télévisés**

Une bonne façon de faire ressortir le discours dominant est de s'intéresser aux champs lexicaux, et aux connotations dont ils sont porteurs. Ceux particulièrement pertinents concernent le domaine de l'injonction, de la douleur, de la morale, de l'évidence. La façon dont sont décrits les protagonistes est également importante : parler des « mouvements d'humeur » des opposants aux plans d'austérité ou de « l'irrationalité » des marchés financiers n'est pas innocent. L'analyse du discours a également permis de relever qu'une très grande place est accordée aux milieux financiers dans les commentaires. L'association de ces différentes techniques discursives a pour effet de donner le sentiment que le plan d'aide à la



Grèce suivi du plan d'austérité est douloureux mais sans alternative possible, alors qu'au même moment certains économistes proposent des solutions différentes.

Les différents sujets des journaux télévisés contiennent évidemment un champ lexical économique très développé, ce qui n'a rien de surprenant puisque cela correspond à la thématique abordée. On parle ici abondamment de dette, de déficit, de crise, de rigueur et d'austérité, afin de décrire les événements. C'est logique, et pourtant cela montre déjà l'angle sous lequel les événements sont abordés : on choisit de parler d'économie pure, on pointe les problèmes de déficit et de dette à presque tous les sujets, le chômage et la pauvreté sont, eux, rarement abordés. De ce point de vue, les journaux se contentent de suivre l'agenda orchestré par les institutions internationales (Union Européenne et Fonds Monétaire International), et pointent ce qui, selon eux, constitue le nœud du problème : la dette grecque.

En revanche, le fait que les Etats européens vont devoir payer pour aider la Grèce est largement répété, surtout lors des premiers jours, et à cela s'ajoute une connotation assez négative avec la répétition des expressions « mettre la main à la poche » et « mettre la main au portefeuille », en parlant de la France et l'Allemagne, ce qui est une façon de montrer la souffrance que vont vivre ces pays, et par extension, leur population, qui vont devoir « se saigner » pour aider la Grèce. Or, c'est faux, puisque le plan finalement conclu prévoit que les pays européens empruntent sur les marchés financiers pour prêter de l'argent à la Grèce, que celle-ci remboursera avec des taux d'intérêt supérieurs à ceux qu'ont payé ses « sauveurs » - qui réaliseront donc une plus-value, à moins que la Grèce ne fasse défaut.

Dans le discours entourant la Grèce, on note une série d'expressions conférant un aspect fortement moralisateur : « la Grèce doit se poser la question » (le président du parti de la CSU au Parlement bavarois, Hans Peter Friedrich, le 25 avril), « la Grèce est sur la bonne voie », « la Grèce ne doit pas craindre le FMI » (Dominique Strauss-Kahn lors d'une conférence de presse, extrait diffusé sur France 2 le 25 avril)

Les journalistes et les personnes qu'ils font intervenir considèrent que la Grèce doit « faire face », et les injonctions se succèdent : « la Grèce ne peut pas se permettre », « le gouvernement a dû se rendre à l'évidence », « la seule solution semble donc de remettre la Grèce et ses créanciers autour de la table ». « Il y a un sentiment de très grande urgence » explique le 7 mai sur France 2 le journaliste François Beaudonnet lors d'un duplex depuis Bruxelles. « La Grèce a fini par céder » annonce le présentateur du 20 heures de TF, Julien

Arnaud, quand est faite la demande d'aide. L'expression induit que ce comportement était inéluctable. Dans tous les journaux est distillé ce champ lexical de l'évidence, de la nécessité.

Peu importe que certains économistes expliquent que la réduction des dépenses publiques ne permet pas forcément la réduction de la dette<sup>25</sup> : pour TF1 et France 2, c'est « la seule solution ». Et pour renforcer cette idée, les deux chaînes usent d'une métaphore similaire : la Grèce est « l'homme malade de l'Europe ».

La métaphore est pernicieuse : quand on est malade, c'est un lieu commun, il faut se soigner, et le médecin possédant une légitimité certaine dans ce domaine, il n'est pas rare de l'écouter sans se poser plus de question. De ce fait, la solution de la rigueur est d'autant moins susceptible d'être remise en question. D'autre part, quand on est malade, ce qui importe, au moins dans un premier temps, ce n'est pas de savoir comment on est tombé malade, mais comment guérir. Les causes de la crise grecque, et la responsabilité des différents acteurs<sup>26</sup> ne sont donc pas, dans cette optique, un sujet digne d'intérêt.

Ainsi on cherche un médicament : « certains préconisent leur remède » explique un journaliste de France 2 le 27 avril ; « la sortie de l'euro peut être le médicament, certes dangereux, mais qui aidera la Grèce », explique l'économiste Marc Touati lors de la même émission. On parle même de « cure » d'austérité – celle-ci aurait donc des propriétés médicinales. Pour la Grèce, la seule solution est de « se soumettre à une thérapie de choc ». TF1, dans le bandeau des titres du 28/4, annonce l'Europe « au chevet de la Grèce ».

Et puisqu'il s'agit de soigner la Grèce, avec le seul remède possible, autant avouer que le remède sera douloureux : « Cela ne fait que commencer », déclare un journaliste de France 2 le 30 avril ; « le plus dur est à venir », répond un de TF1 le 6 mai. DSK temporise : « Il faut rendre la situation la moins pénible possible », mais les journaux n'essayent pas d'atténuer la difficulté du plan d'austérité : celui-ci est, au choix, « sévère », « draconien », « drastique », « radical », les plans de mesures déjà mis en place sont « douloureux ».

---

<sup>25</sup> Voir, notamment, « Manifeste d'économistes atterrés », et en particulier sa « fausse évidence n°5 : Il faut réduire les dépenses pour réduire la dette publique ». En substance, si le taux de croissance est inférieur au taux d'intérêt de la dette, celle-ci augmente mécaniquement. Or, la baisse des dépenses publiques tend plus souvent à ralentir la croissance qu'à la booster. Askenazy et al, 2010, Manifeste d'économistes atterrés

<sup>26</sup> Les gouvernements grecs ont bien sûr une grande part de responsabilité, mais il a été démontré que Goldman Sachs avait joué un rôle dans la crise, et certains économistes accusent l'Union Européenne d'avoir admis la Grèce dans la zone euro alors qu'il était connu qu'elle avait dissimulé l'ampleur de sa dette. Voir par exemple l'interview de l'économiste Robert Boyer paru dans Libération le 30 juin 2015 : « Face à l'UE, les Grecs ont servi de bouc émissaire ».

A ces registres de la nécessité, qui sont présentés à travers un champ lexical tentant de montrer la rationalité de telles décisions, les deux médias opposent les réactions de la population grecque. Les avis sont partagés, mais beaucoup sont mécontents, alors les journaux racontent leur « colère », leur « désarroi ». Les mesures ont « de quoi contrarier de nombreux Grecs », la demande d'aide « ne plait pas du tout à l'ultra-gauche » (l'ultra-gauche en question étant notamment Syriza, dont on voit aujourd'hui à quel point les politiques relèvent de l'ultra-gauche), elle provoque même « quelques mouvements d'humeur » de l'ultra-gauche en question. Là, le registre n'est plus du tout le même : la nécessité, le raisonnable fait face à de l'affectif, de l'émotif, des « mouvements d'humeur » (on s'attend presque à ce que les Grecs aillent bouder). Les journaux expliquent ce que les Grecs reprochent au plan d'aide, mais cela est présenté à travers un champ lexical de l'émotion et de l'irrationnel.

Thierry Guibert<sup>27</sup> montre justement ce qu'il appelle « l'évidence du discours néolibéral », ou la « mise en évidence » : de nombreux médias présentent ce positionnement idéologique en le faisant passer pour une évidence, quelque chose qui va de soi, que l'on « ne songe pas à contester », et à travers une stratégie discursive, présente le néolibéralisme comme « l'ordre naturel ». Or Guibert explique que cette « évidence non questionnée est plus proche du pôle croyance – persuasion que du pôle raison – conviction », même si elle se pare de pseudo-rationalité.

Les marchés financiers sont également très présents dans les journaux télévisés des deux chaînes, et ont aussi droit à leurs champs lexicaux dédiés. Sur TF1, ils sont présents dans absolument tous les journaux de la période étudiée, dans au moins un sujet concernant la Grèce chaque soir. Leur présence est souvent muette, il est rare d'avoir un chargé d'investissement : ils sont mentionnés par les journalistes, ou servent parfois d'images d'illustration, sans être mentionnés. Sur France 2, ils sont présents neuf soirs sur quinze, et sont absents le 24 avril (où seule une brève sur des manifestations est consacrée à la Grèce), le 25 (qui ne comporte qu'un seul sujet, cette fois sur les désaccords entre les partenaires de la Grèce au sujet du plan d'aide), le 26 avril (ce jour-là en revanche, l'émission comporte pas moins de trois sujets sur la Grèce), le 1er mai (deux sujets sont consacrés au plan d'aide et à

---

<sup>27</sup> Thierry Guibert, 2013, La « mise en évidence » du discours économique par la presse écrite

la réaction de la population grecque à celui-ci), le 2 mai (deux sujets sur le plan d'aide), le 3 mai (idem).

Eux aussi ont droit à leur champ lexical dédié : le terme qui revient le plus pour les définir est « irrationnel », ce qui, en soi, n'est pas vraiment novateur. Mais ces marchés ne se contentent pas d'afficher leur irrationalité, ils « sont sans pitié », ils « réclament » des réformes précises à la Grèce, ils « s'affolent » assez régulièrement, ils sont « inquiets » pour un rien, « nerveux », « en panique » à l'occasion, « pas convaincus par les efforts de l'Union Européenne ». La « tempête boursière » succède à « l'ouragan financier ».

A première vue, cette description n'a rien de néolibérale : la critique des marchés financiers est à peine voilée, ils sont présentés comme un système que personne ne contrôle, dont on ne comprend pas très bien le fonctionnement. Pourtant, la majorité des décisions prises par l'Union Européenne et la Grèce est présentée comme ayant pour but de « rassurer les marchés », ce qu'elles échouent régulièrement à faire, si l'on en croit TF1 et France 2. Bien que ces marchés soient critiqués, l'influence qu'ils peuvent avoir sur les politiques publiques n'est jamais remise en cause : les politiques cherchent à les « rassurer » avant tout, et c'est l'ordre normal des choses. Même si la responsabilité de la spéculation est pointée du doigt dans la crise financière dont il est question, le jugement qu'ils portent sur la solvabilité des Etats européens (la Grèce donc, mais aussi le Portugal et l'Espagne) n'est pas remis en cause dans les journaux télévisés : les journalistes y voient au mieux une prophétie autoréalisatrice. « L'Espagne n'est pas dans une situation aussi grave que la Grèce, mais si les marchés continuent de le croire, elle pourrait le devenir » explique François Beaudonnet le 4 mai lors d'un duplex depuis Bruxelles sur France 2. L'idée sous-jacente est donc que les marchés sont tout-puissants, que les Etats peuvent s'adapter à leurs réactions mais certainement pas ne pas en tenir compte. Pourtant, la pertinence des analyses de ces marchés est remise en cause, non seulement par des économistes hétérodoxes<sup>28</sup>, mais également par le président du Fonds Monétaire International qui appelle à relativiser leur importance, appel qui rencontrera peu d'écho sur les deux principales chaînes de télévision.

Ainsi, certains mécanismes de production du discours journalistique de TF1 et France 2 tendent insidieusement à légitimer le discours dominant, c'est-à-dire un discours libéral, qui accorde beaucoup d'importance à la réaction des marchés financiers. Cette légitimation ne

---

<sup>28</sup> Voir par exemple Askenazy et al, 2010, « Manifeste d'économistes atterrés », et notamment la « fausse évidence n°3 : Les marchés sont de bons juges de la solvabilité des Etats »

semble pas procéder d'une volonté consciente, mais d'une accumulation de facteurs : préférence pour des sujets « factuels » ou « témoignages » qui en fin de compte légitime le système établi, transcription du discours dominant sous couvert d'objectivité sans remise en cause.... Un autre facteur participe à cette légitimation, et de façon plus visible : le choix des intervenants dans les sujets. En effet, les experts comme les acteurs des événements véhiculent un discours empreint d'une certaine idéologie, et selon la place qui leur est accordée dans les journaux, cette idéologie sera plus ou moins prégnante.

## Partie 3 : Qui parle d'économie ?

D'une manière générale, on peut répertorier trois types d'intervenants dans une production journalistique : la rédaction, les protagonistes du sujet, et les experts, censés apporter un éclairage plus objectif que les protagonistes, et plus savants que les journalistes. Le journaliste peut donc, consciemment ou non, contribuer à véhiculer une idéologie par le biais de ces trois intervenants, mais les processus sont légèrement différents.

Sur 1h13 de programmes consacrés à la crise grecque, les experts et les intervenants parlent 28 minutes, ce qui représente tout de même 38% de l'ensemble. Les intervenants extérieurs ont donc un réel poids dans les sujets des journaux télévisés.

### 1) Les protagonistes

C'est une règle de base dans le journalisme, pour qu'une histoire soit vivante, et considérée comme fiable, il faut l'intervention des protagonistes les plus directs possibles.

Dans le corpus retenu, 22 intervenants ayant une activité publique (politique, économiste, syndicaliste) sont interrogés.<sup>29</sup> Parmi eux, neuf sont des économistes qui assurent un rôle d'expert, chargé d'apporter un éclairage à un événement. Treize personnages publics sont donc des protagonistes de la crise.

En plus de cela, huit reportages font intervenir des citoyens grecs (essentiellement au travers de micro-trottoirs).

Parmi les intervenants issus de la vie publique, hormis les économistes (qui font l'objet d'un traitement séparé dans la sous-partie suivante), dix sont des personnages politiques, et trois sont des syndicalistes. Les syndicalistes sont tous grecs. Quant aux politiques, seul le

---

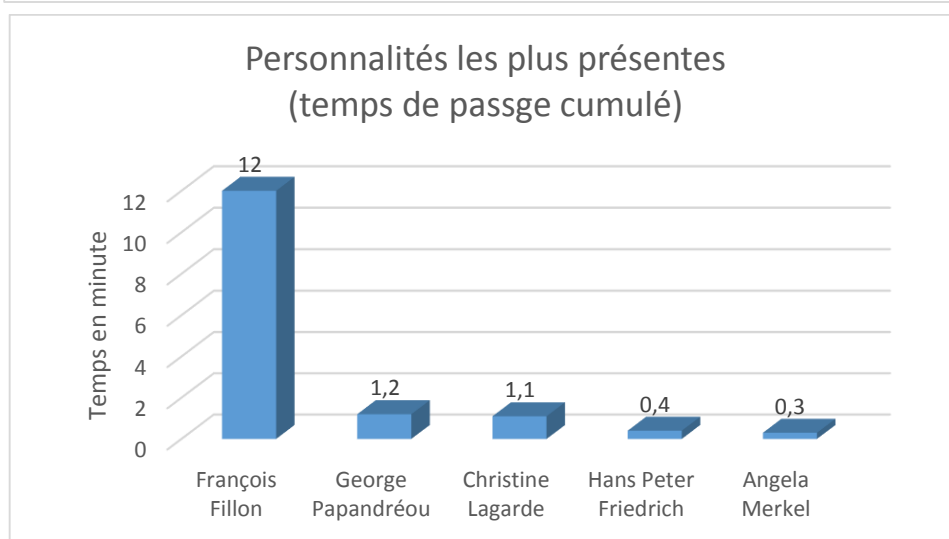
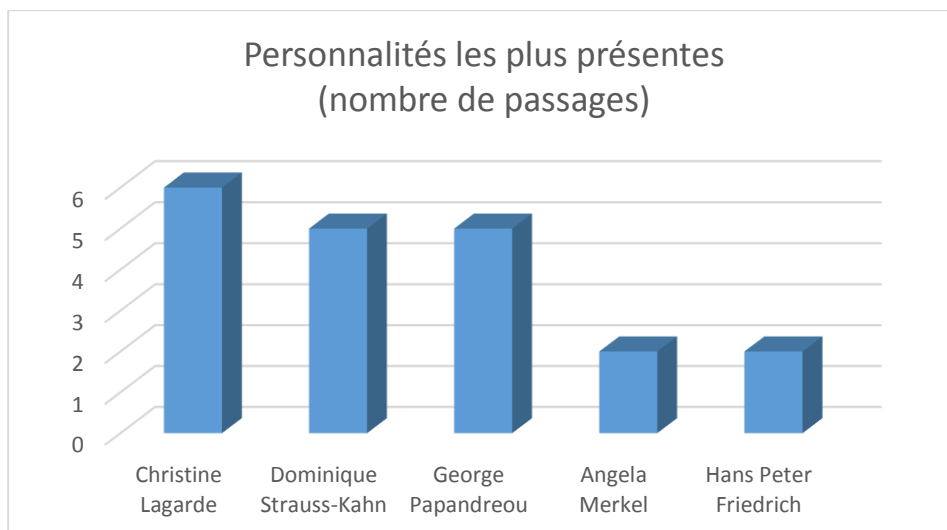
<sup>29</sup> Pour la liste complète des intervenants, voir annexe n°1

Premier ministre George Papandreou est grec, les autres sont allemands pour deux d'entre eux, luxembourgeois pour l'un, et les six restants sont français.

Il est déjà possible de faire une constatation : les protagonistes interrogés sont en grande majorité des hommes ou femmes politiques, dans une moindre mesure les syndicats et la société civile. Les chaînes choisissent donc de donner la parole en priorité aux acteurs institutionnels.

D'ailleurs, quand on regarde les personnalités les plus interrogées (voir ci-dessous « Personnalités les plus présentes – nombre de passages) ou s'exprimant le plus longuement (voir ci-dessous « Personnalités les plus présentes – temps de passage cumulé), on constate que les cinq premières sont à chaque fois des personnages politiques, français dans deux cas, allemands dans deux autres, et grec pour le cinquième.

Christine Lagarde est la personnalité la plus récurrente : avec six passages (quatre à TF1, deux à France 2), elle est présente dans 20% des journaux télévisés de cette période. A l'époque, elle est ministre des Finances, elle participe donc aux réunions de l'Eurogroupe concernant le plan d'aide à la Grèce, mais ce n'est pas forcément elle qui est la plus impliquée dans les événements. La deuxième place de Dominique Strauss-Kahn, qui est à ce moment-là président du FMI, semble plus logique. George Papandréou est lui présent exclusivement à travers des extraits de ses discours. Le temps de passage très important de François Fillon est dû au fait que son unique passage est une interview en plateau de 12 minutes sur TF1, mais son intervention sur la Grèce se limite à trois minutes. Enfin, il est intéressant de noter la présence de Hans Peter Friedrich, qui n'a pas une stature vraiment internationale (il est le chef de la CDU au Parlement bavarois), mais qui s'illustre en proposant d'envisager la sortie de la Grèce de la zone euro (France 2 diffuse deux soirs quasiment le même extrait d'interview).



Les six personnalités les plus présentes sont toutes favorables au plan d'austérité qui va frapper la Grèce – George Papandreou ne déborde peut-être pas d'enthousiasme à l'idée de lancer de nouvelles mesures en ce sens, mais il accepte le marché du FMI et de l'UE. Aucun contestataire dans les personnalités les plus présentes donc, et cela reste relativement vrai pour les autres intervenants.

Parmi les politiques, tous sont plus ou moins favorables au plan d'aide et d'austérité, à l'exception de Nicolas Dupont-Aignan, qui critique l'Union Européenne en soi et estime que les peuples feraient mieux d'en sortir, mais son intervention sur France 2 ne dure que dix secondes.

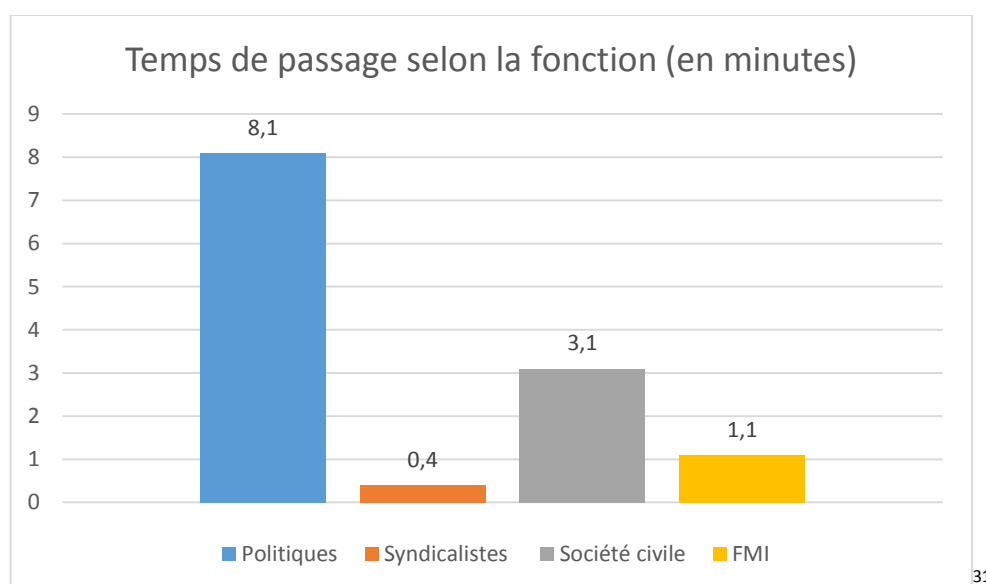
Deux députés socialistes, Jérôme Cahuzac et François Hollande, sont interrogés : ils n'abordent pas l'austérité mais approuvent le plan d'aide.

<sup>30</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.



Outre Dupont-Aignan, seul un politique a une position dissonante : il s'agit du député communiste Jean-Pierre Brard, qui estime que le plan d'aide est honteux car le gouvernement français va « faire des bénéfiques sur le dos des travailleurs grecs » (le gouvernement grec rembourse ses créanciers à des taux supérieurs à ceux auxquels ils ont emprunté sur le marché), et que cela va « remplir les poches des banquiers ». Son intervention sur France 2 le 2 mai ne dure que douze secondes, mais elle permet de faire entendre un politique émettant un avis différent, alors qu'au même moment TF1 affirme que le plan d'aide à la Grèce va être voté « dans une ambiance d'union nationale ».

A ces deux exceptions, les seuls personnages un tant soit peu institutionnels qui s'opposent au plan d'austérité sont des syndicalistes grecs dont le temps de parole cumulé ne dépasse pas les 30 secondes (voir ci-dessous, « Temps de passage selon la fonction »).

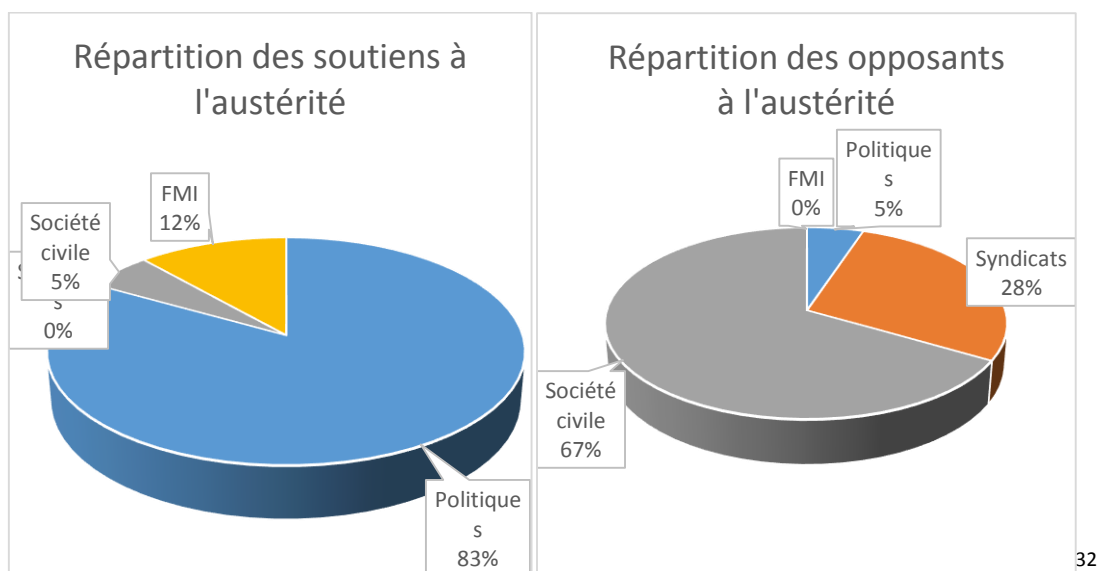


Le reste de l'opposition provient de la société civile grecque, et encore, sur les trois minutes que lui accordent les deux chaînes, plus de trente secondes sont accordées à des Grecs favorables à l'austérité. Au total, les opposants à l'austérité sont interrogés moins de quatre minutes.

Et quand on regarde la structure des soutiens des deux positions (pour ou contre l'austérité, voir ci-dessous, « Répartition des soutiens »), on constate que l'austérité bénéficie de soutiens institutionnels à 95%, quand l'opposition n'a que 33% de soutiens institutionnels.

<sup>31</sup> Ibid. A noter que seules les trois minutes d'interview de François Fillon concernant la Grèce ont été intégrées, ce qui explique des chiffres inférieurs à ceux mentionnés en début de chapitre.

Or, les témoignages de la société civile ont plus souvent droit à un traitement épisodique (voir chapitre 2 – 2)), de l'ordre du témoignage, qui joue sur l'affectif, alors que les acteurs institutionnels sont plus souvent présentés comme rationnels. La répartition des différents protagonistes tend donc à légitimer le discours en faveur de l'austérité.



## 2) Les experts

Les experts sont également porteurs d'une vision du monde, d'une idéologie, mais là aussi, cela ne se fait pas forcément de manière affichée.

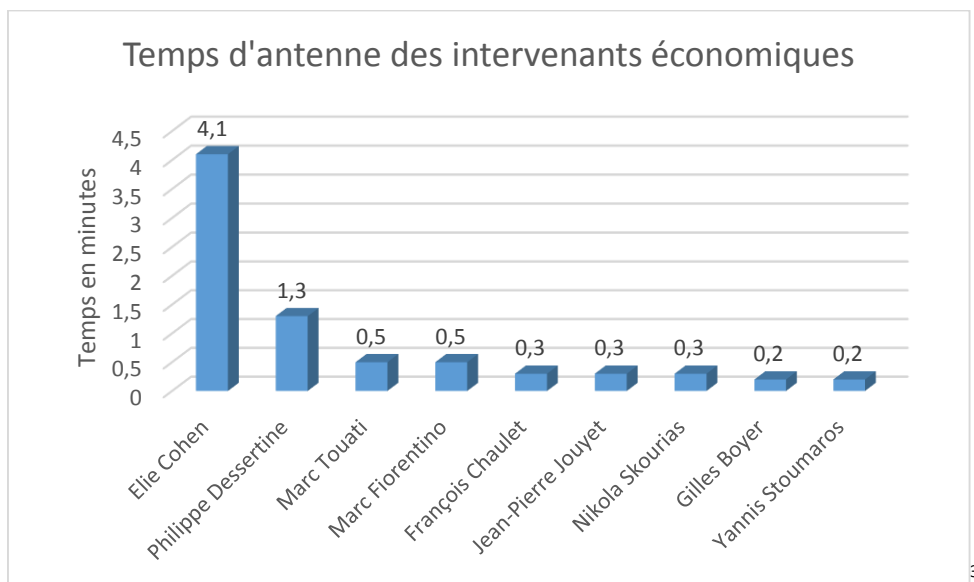
En effet, l'économie comme toutes les sciences sociales est partagée en plusieurs écoles de pensée, qui recouvrent des visions du monde différentes, des idéologies différentes. Les économistes ne sont donc pas neutres. Or, alors qu'en politique on annonce systématiquement l'étiquette de la personne interrogée (cela vaut aussi pour les syndicalistes notamment), quand il s'agit d'économie, les médias prennent rarement le temps d'expliquer de quelle école de pensée est issu l'invité. Au mieux, les bandeaux indiquent à quelles écoles ils enseignent, mais pour que cela donne des indications sur leur orientation, il est nécessaire de faire des recherches soi-même. Or, il est peu probable qu'un

<sup>32</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

public non spécialiste à qui on explique rarement que l'économie n'est pas une science dure dont tous les chercheurs progressent vers une vérité unique, mais qu'elle se rapproche plus de la politique, aille de lui-même faire des recherches pour savoir quel est le positionnement idéologique de l'économiste.

Dans ce corpus, huit personnes ont été interrogées pour apporter un éclairage économique. Première constatation : ce sont tous des hommes blancs, et six sont français, les deux autres étant grecs (ils obtiennent parmi les plus bas temps de parole). Le fait que la plupart soient français s'explique probablement pour des raisons pratiques : il est compliqué d'aller chercher des économistes dans un pays dans lequel on est peu implanté. L'origine et le sexe ne sont pas des considérations économiques, mais montrent que l'absence de diversité ne se retrouve pas que dans l'école de pensée des chercheurs.

Deuxième constatation : un seul de ces hommes, Elie Cohen, représente plus de la moitié du temps de parole de l'ensemble des économistes (voir ci-dessous, « Temps d'antenne des intervenants économiques »). Son temps de parole est supérieur à l'ensemble des membres de la société civile grecque et des syndicalistes réunis.



33

<sup>33</sup> Source : consultation des journaux de TF1 et France 2 sur la période concernée et de la notice de l'INA les concernant, calculs et graphiques réalisés pour ce mémoire.

Parmi les huit économistes, aucun économiste hétérodoxe : tous sont libéraux, certes à des degrés divers (Philippe Dessertine est pour une certaine régulation, Jean-Pierre Jouyet est plutôt social-démocrate...), mais aucun ne remet en cause les fondements du libéralisme. De plus, plusieurs d'entre eux travaillent ou ont travaillé pour des fonds d'investissement (Nikola Skourias, François Chautet), ou sont banquiers d'affaires (Marc Fiorentino). Le fait que tous les « experts » appelés à commenter la crise grecque aient des positions relativement proches, même si elles ne sont pas complètement identiques, pose un problème en matière de débat démocratique. Dans l'idéal collectif, les médias participent au bon fonctionnement de la démocratie. Or, ne pas présenter au public les différentes écoles de pensée concernant un sujet, et pire, ne même pas informer qu'il existe plusieurs écoles de pensée, est assez inquiétant pour le pluralisme.

### **3) Les médias : rôle du modèle économique dans la production d'information ?**

Plusieurs chercheurs se sont penchés sur l'influence qu'a le modèle économique d'une entreprise médiatique sur sa production d'information<sup>34</sup>.

Les deux chaînes présentent un modèle extrêmement différent : TF1 est une chaîne privée détenue par Martin Bouygues, à la tête d'un empire industriel. La chaîne est cotée en bourse, son chiffre d'affaires provient à 60% de la publicité. France 2, au contraire, est une chaîne publique, tire l'essentiel de ses revenus de la redevance audiovisuelle, d'autant plus depuis que la publicité après 20h a été interdite sur le service public.

Pourtant, le corpus étudié pour ce mémoire ne permet pas de déceler de différences extrêmement significatives. TF1 parle un peu moins d'économie, et quand elle le fait elle centre plus les sujets sur les protagonistes français, mais elle réalise plus de sujets entrant dans la catégorie « thématique » que France 2. Il n'y a pas de réelle régularité dans les

---

<sup>34</sup> Voir notamment Duval, 2000, Concessions et conversions à l'économie, et 2004, Critique de la raison journalistique

journalistes traitant de la crise grecque, sur France 2 non plus, à part François Beaudonnet qui intervient régulièrement depuis Bruxelles.

Il est amusant de noter que les deux chaînes ont toutes les deux recours à la journaliste Alexia Kefala, en principe correspondante de France 24, pour réaliser plusieurs reportages et plateaux de situation, parfois le même jour pour les deux chaînes, mais cela n'a pas révélé de caractéristiques marquantes du traitement de l'économie par les deux chaînes.

Une des hypothèses avancées en début de ce mémoire était que les journalistes pouvaient chercher à se mettre en scène d'une façon particulière pour parler de la crise grecque, et tenter de susciter l'adhésion des spectateurs par l'utilisation de certaines techniques discursives – recours abondant au « nous » par exemple – mais l'étude n'a rien relevé de pertinent dans ce domaine.

Dans le choix des protagonistes et des experts interrogés, la légitimation du courant de pensée dominant semble particulièrement forte, et cela de façon d'autant plus inquiétante qu'elle n'est jamais présentée comme telle.

## Conclusion

Contrairement à un des présupposés de départ de cette étude, la place de l'économie est relativement importante dans le corpus étudié. Cependant, c'est en grande partie lié au fait d'avoir choisi une période de forte actualité concernant la crise grecque. En revanche, l'étude confirme que les sujets décrits comme « épisodiques » sont très présents, dans la rubrique Economie d'une manière générale, et dans les sujets sur la crise grecque en particulier.

La construction de plusieurs éléments de la production journalistique (le contenu discursif, le choix des intervenants, la structuration des sujets), participent, de façon plus ou moins importante selon les éléments, à légitimer l'idéologie économique dominante, à savoir le libéralisme.

En partant de ce constat, il serait intéressant de mener des expérimentations en laboratoire afin de savoir ce qui affecte le plus le public et de quelle manière.

## Bibliographie

### Littérature scientifique

Angermuller, J, Lebaron, F Temmar, M, (dir) (2013), *Les discours sur l'économie*. Paris : PUF.

Duval J (2000), Concessions et conversions à l'économie. *Actes de la recherche en sciences sociales n°131-132 : Le journalisme et l'économie*. 56-75.

Duval, J (2004), *Critique de la raison journalistique*. Paris : Seuil.

Duval, J, Gaubert, C, Lebaron, F, Marchetti, D, Pavis, F (1998), *Le « décembre » des intellectuels français*. Paris : Liber-Raison d'agir, 1998

Iyengar, S, (1991), *Is anyone responsible ?* Chicago : The University of Chicago Press.

### Littérature documentaire

INA Stat (mars 2009), L'info de crise, *Le baromètre thématique des journaux télévisés*, n°12

INA Stat (mars 2010), Des nouvelles de l'info, *Le baromètre thématique des journaux télévisés*, n°18

INA Stat (mars 2015) L'économie dans les JT, *Le baromètre thématique des journaux télévisés*, n° 37,

Acrimed (2015, 10 décembre), Vidéo : Le journalisme et l'information économique, réalisée dans le cadre des Jeudis d'Acrimed le 15 octobre 2015, *Acrimed*, repéré le 31 décembre 2015 à <http://www.acrimed.org/Le-journalisme-et-l-information-economiques-video-d-un-jeudi-d->

## [Acrimed](#)

Askenazy, P, Coutrot, T, Orléans, A, Sterdyniak, H (2010), Manifeste d'économistes atterrés

Lemaire, F et Poche, O (2015, 28 janvier),\_Sur Arte, Jean Quatremer psychanalyse la Grèce, *Acrimed*, repéré le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à <http://www.acrimed.org/Sur-Arte-Jean-Quatremer-psychanalyse-la-Grece>

Lordon, F (2015, avril) Avec Thomas Piketty, pas de danger pour le capital au XXI<sup>e</sup> siècle, *Le Monde diplomatique*, repéré le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/LORDON/52847>

Reymond, M (2011, 5 septembre), « Crise des dettes ? Notre hymne à la rigueur », par les experts médiatiques, *Acrimed*, repéré le 19 mai 2016 à <http://www.acrimed.org/Crise-des-dettes-Notre-hymne-a-la-rigueur-par-les-experts-mediatiques>

Rothé, B (2011, 28 novembre), Comment la finance contrôle le débat économique, *Acrimed*, repéré le 4 mars 2016 à <http://www.acrimed.org/Comment-la-finance-controle-le-debat-economique>,

Souchon, D (2015, 7 février) Pour Le Monde, un bon économiste doit travailler dans une banque, *Acrimed*, repéré le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à <http://www.acrimed.org/Pour-Le-Monde-un-bon-economiste-doit-travailler-pour-une-banque-1?recherche=attentats%20janvier>

Souchon, D, Raymond, M (2015, 29 juin), Europe : quels économistes s'expriment dans le monde (suite) ? Toujours les banquiers, *Acrimed*, repéré le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à <http://www.acrimed.org/Europe-quels-economistes-s-expriment-dans-Le-Monde-suite-Toujours-les-banquiers?recherche=attentats%20janvier>



## Annexe

### **Annexe n°1 : Liste des intervenants dans les journaux télévisés de TF1 et France 2 sur la crise grecque entre le 23 avril et le 7 mai 2010**

Nom	Nationalité	Fonction	Affiliation
Elie Cohen	Français	Economiste	Libéral
Dominique Strauss-Kahn	Français	Economiste	FMI
Marc Touati	Français	Economiste	Libéral
Marc Fiorentino	Français	Economiste	Libéral
François Chautet	Français	Economiste	Libéral
Gilles Boyer	Français	Economiste	Libéral
Philippe Dessertine	Français	Economiste	Libéral
Jean-Pierre Jouyet	Français	Economiste	Libéral – social démocrate
Yannis Stoumaros	Grec	Economiste	Libéral
Nikola Skourias	Grec	Economiste	Libéral
Christine Lagarde	Français	Politique	UMP
Angela Merkel	Allemand	Politique	CDU (Conservateurs)
Papandréou	Grec	Politique	Parti socialiste
Hans Peter Friedrich	Allemand	Politique	CDU (Conservateurs)
François Fillon	Français	Politique	UMP
Jean-Claude Juncker	Européen	Politique	Parti Populaire Européen
Nicolas Dupont-Aignan	Français	Politique	Droite souverainiste
François Hollande	Français	Politique	Parti Socialiste
Jérôme Cahuzac	Français	Politique	Parti Socialiste
Jean-Pierre Brard	Français	Politique	Parti Communiste
Kostis Vissikosas	Grec	Syndicaliste	Syndicats athéniens
Ilias Illopoulos	Grec	Syndicaliste	Syndicats athéniens



## Résumé

### L'économie dans les JT, une apologie du libéralisme ?

Ce mémoire aborde la question du traitement de l'économie par les médias, et notamment les médias de masse, à travers les journaux télévisés de TF1 et France 2. Plus particulièrement, il s'intéresse à la façon dont sont présentées les différentes écoles de pensées économiques. L'hypothèse est que les médias grand public abordent l'actualité économique comme une réalité objective, et les interprétations du courant de pensée dominant, le libéralisme, comme une vérité allant de soi.

Cette hypothèse questionne l'influence qu'ont les médias sur la construction de la pensée chez les individus. Si ce mémoire s'intéresse au traitement d'une discipline telle que l'économie, à travers le traitement de la crise grecque en 2010, c'est que la vision du monde d'une population est en partie déterminée par la façon dont celui-ci est présenté par les médias. Ne présenter qu'une seule théorie, et plus, la présenter comme une réalité objective, c'est priver ceux qui reçoivent l'information d'une vision alternative, et diminuer leur faculté à se questionner sur les informations qu'ils reçoivent.

### Mots-clés

Médias, économie, JT, idéologie, libéralisme, discours